ÉTUDE **EMPLOI-EFFECTIF**

SUIVI DES EFFECTIFS TERRITORIAUX :

Les dynamiques locales expliquent la plupart des variations d'effectifs depuis 2010

Mai 2021

OBSERVATOIRE DE L'EMPLOI, DES MÉTIERS ET DES COMPÉTENCES DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

le cnfpt

QUAND LES TALENTS GRANDISSENT, LES COLLECTIVITÉS PROGRESSENT

Ce travail a bénéficié d’une aide de l’Etat gérée par l’Agence nationale de la Recherche au titre du programme Investissements d’Avenir portant la référence ANR-10-EQPX-17 (Centre d’accès sécurisé aux données – CASD).

Ce suivi des effectifs est conduit, sous la direction de Mohamed Amine, responsable de l’Observatoire de l'emploi, des métiers et des compétences de la FPT.

Le codage des données, le contrôle, l’analyse, les traitements statistiques la cartographie et la rédaction de ce suivi ont été réalisés par Fouad Amar.

Sommaire :

Présentation et objectifs

1. Principaux enseignements

1.1 Evolution des effectifs territoriaux

1.2 Evolution des composantes socioprofessionnelles et démographiques des agents territoriaux

1.3 Les facteurs déterminants de l'évolution des effectifs

2. Cartographie des effectifs territoriaux et du taux d'administration

2.1 Evolution des effectifs territoriaux par région entre 2016 et 2017

2.2 Evolution du nombre d'agents territoriaux par région selon le statut entre 2016 et 2017

2.3 Effectifs territoriaux par région au 31 décembre 2017

2.4 Taux d'administration territoriale par région au 31 décembre 2017

2.5 Effectifs territoriaux par département au 31 décembre 2017

2.6 Taux d'administration territoriale par département au 31 décembre 2017

3. Dynamique de l'emploi par région

3.1 Décomposition de la croissance de l'emploi territorial entre 2010 et 2017 par région

3.2 Croissance de l'emploi territorial entre 2010 et 2017 par région et par filière

4. Tableaux de bords

4.1 Nombre de collectivités et établissements territoriaux au 31 décembre 2017

4.2 Effectifs au 31 décembre 2017

4.3 Poids et évolution des effectifs au 31 décembre 2017

4.4 Effectifs par statut au 31 décembre 2017

4.5 Effectifs par catégorie (hors contrats aidés) au 31 décembre 2017

4.6 Taux de féminisation par statut et par catégorie au 31 décembre 2017

4.7 Répartition par tranche d'âge et par statut (hors contrats aidés) au 31 décembre 2017

4.8 Répartition par tranche d'âge et par catégorie (hors contrats aidés) au 31 décembre 2017

4.9 Répartition des effectifs et part des plus de 55 ans (hors contrats aidés) au 31 décembre 2017

4.10 Effectifs et caractéristiques des cadres d'emplois déclinés par filière (hors contrats aidés) au 31 décembre 2017

4.11 Effectifs et caractéristiques par catégorie et par filière d'emplois (hors contrats aidés) au 31 décembre 2017

4.12 Caractéristiques statutaires par région au 31 décembre 2017

4.13 Caractéristiques statutaires par département au 31 décembre 2017

Annexe

Présentation et objectifs :

Ce suivi national a été réalisé dans le cadre du projet EMPCOLL autorisant l'observatoire de l'emploi, des métiers et des compétences de la fonction publique territoriale, via le Centre d'accès sécurisé aux données – CASD, à exploiter le fichier SIASP-agents (Système d'information sur les agents des services publics) de l'INSEE, afin de produire des analyses statistiques sur les personnels territoriaux.

Il présente les données disponibles sur l'emploi territorial au 31/12/2017. L'objectif de ce suivi est double :

- apporter des repères et des références statistiques pour permettre aux collectivités et leurs établissements publics à mieux se situer et se comparer par rapport aux collectivités de même type et de même taille,
- fournir des données générales sur l'emploi public territorial à l'ensemble des acteurs de la fonction publique territoriale.

Différentes cartes nationales sont également proposées sur :

- L'évolution des effectifs territoriaux par statut et par région ;
- La distribution géographique des effectifs territoriaux par région ;
- Le taux d'administration territoriale par région ;
- La distribution géographique des effectifs territoriaux par département ;
- Le taux d'administration territoriale par département.

Une nouvelle partie consacrée à la dynamique de l'emploi par région vient enrichir cette étude.

Ce suivi des effectifs couvre l'ensemble de l'emploi territorial (fonctionnaires,contractuels et emplois aidés), en postes actifs principaux non annexes (voir la partie "notions et sigles utilisés" en annexe), de l'ensemble des collectivités territoriales et de leurs établissements publics (Régions, Départements, SDIS, Communes et établissement communaux, établissements publics intercommunaux, centres de gestion, CNFPT, SIVOM, SIVU, syndicats mixtes et tout autre établissement public local).
Il porte sur les collectivités de l'Hexagone et des quatre départements d'Outre-mer, Antilles-Guyane et La Réunion. En raison de leurs statuts particuliers, le personnel des administrations locales de Paris et les pompiers de Marseille ne sont pas pris en compte dans cette étude. Ce qui explique la différence avec les chiffres publiés par la DGAFP et la DGCL concernant la fonction publique territoriale au 31/12/2017.

1. Principaux enseignements

Cette étude porte sur l'analyse de l'évolution des effectifs, ses composantes et ses déterminants. Les données utilisées dans cette étude sont issues du Système d'Information sur les Agents des Services Publics (SIASP).

1.1 Evolution des effectifs territoriaux : une nouvelle baisse en raison de la chute des contrats aidés

En France, au 31 décembre 2017, 1 897 400 agents[1] travaillent au sein de 40 141 collectivités et établissements territoriaux (voir encadré sur le nombre de collectivités). Converti en équivalent temps plein cela correspond à 1 633 900 agents. Le nombre d'agents fonctionnaires et contractuels s'élève à 1 831 100 tandis que les contrats aidés représentent 66 400 agents.

Hors contrats aidés, après deux années de baisse, les effectifs de fonctionnaires et contractuels augmentent de 0,9 % en 2017 pour atteindre leur plus haut niveau depuis 2010.
Cette évolution est le produit de deux tendances :

- Une nette augmentation des agents contractuels (+ 4,4 %)
- Une stabilisation du nombre de fonctionnaires (- 0,1 %)

Evolution des effectifs territoriaux au 31 décembre de 2010 à 2017

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Variation 2016/2017
Fonctionnaires	1 358 600	1 356 800	1 376 700	1 399 400	1 414 100	1 417 600	1 414 100	1 412 700	-0,1%
Contractuels	383 800	405 700	416 600	408 800	409 000	400 800	400 600	418 400	4,4%
Ensemble hors contrats aidés	**1 742 400**	**1 762 500**	**1 793 300**	**1 808 200**	**1 823 100**	**1 818 400**	**1 814 700**	**1 831 100**	**0,9%**
Contrats aidés	63 600	49 500	49 000	71 100	85 400	93 700	89 900	66 400	-26,1%
Ensemble y compris contrats aidés	1 806 000	1 811 900	1 842 300	1 879 300	1 908 500	1 912 100	1 904 700	1 897 400	-0,4%

Source : Insee, Siasp, traitement observatoire de l'emploi, des métiers et des compétences de la FPT.

[1] Champ : postes principaux non annexes, hors administrations parisiennes et pompiers de Marseille. D'après l'INSEE, le poste principal, est le poste de l'agent le mieux rémunéré. De plus, un poste est dit non annexe lorsque le salaire dépasse un certain montant ou que le volume d'heures travaillées est suffisant. Effectifs arrondis à la centaine.

Nombre d'agents territoriaux en 2017

	Postes principaux	Postes secondaires	Total
Postes non annexes	1 897 400	44 500	1 941 900
Postes annexes	126 700	132 900	259 600
Total	**2 024 100**	**177 400**	**2 201 500**

Nombre de collectivités territoriales[2] en 2017

	Postes principaux	Postes secondaires	Total
Postes non annexes	40 141	18 055	44 353
Postes annexes	20 180	35 495	40 201
Total	**42 549**	**40 050**	**48 611**

En 2017, 2 024 100 agents occupent un poste principal au sein de 42 549 collectivités. Par ailleurs, 40 141 collectivités recensent au moins un poste principal non annexe hors personnel des administrations parisiennes et des pompiers de Marseille. Ce nombre s'établissait à 41 853 en 2016. En élargissant le champ en considérant également les postes secondaires, on dénombre 42 752 collectivités présentes en 2016 et en 2017.

1.2 Evolution des composantes socioprofessionnelles et démographiques des agents territoriaux

Evolution statutaire :

Seuls les contractuels voient leurs effectifs croître

Après une première diminution en 2016, les effectifs territoriaux (tous statuts confondus) baissent au même rythme (- 0,4 %). Cette évolution masque toutefois des disparités selon le statut.

- Le nombre de contrats aidés a fortement reculé de 26,1 %, c'est essentiellement dû à la décision du gouvernement de réorienter la politique concernant ces contrats courant 2017.
  - Le nombre de contrats aidés a diminué quel que soit le type d'employeurs, à l'exception des autres établissements publics intercommunaux[3] ;
  - La baisse des contrats aidés a été la plus forte dans les SDIS, dans les syndicats de communes à vocation multiple et les communautés de communes.

[2] Collectivités ayant au moins un poste

[3] Institution interdépartementale ou entente, commission syndicale pour la gestion des biens indivis des communes, pôle d'équilibre territorial et rural (PETR) et centre intercommunal d'action sociale (CIAS).

- Le nombre de contractuels a augmenté de 4,4 % en partie lié à la transformation de contrats aidés.
  - La hausse des contractuels est la plus importante dans les communautés d'agglomération (+ 23,9 %), dans les SDIS (+ 21,5 %) et les régions (+ 16,7 %) ;
  - Le nombre de contractuels augmente principalement dans les organismes intercommunaux (+ 9,1 %).
- Le nombre de fonctionnaires se stabilise (- 0,1 %).
  - Le nombre de fonctionnaires est en augmentation dans les régions (+ 0,3 % soit 1 600 postes) alors qu'il recule dans les organismes départementaux (- 1 % soit - 2 500 postes) en lien avec le transfert de compétences en matière de transports ;
  - Le nombre de fonctionnaires augmente dans les organismes intercommunaux (+ 4,9 %) tandis qu'il diminue dans les organismes communaux (- 1,3 %) et les organismes régionaux et départementaux (- 0,6 %).

Evolution des filières (hors contrats aidés) :

La filière animation enregistre la plus forte augmentation

Les filières animation (+ 3 %), administrative et police municipale (+ 1,7 % chacune) sont celles qui enregistrent les plus fortes augmentations entre 2016 et 2017 (cf. tableau 4.11) ;

- A l'inverse, les filières médico-technique (- 1,7 %), culturelle (- 1,3 %) et sociale (- 1,2 %) voient leurs effectifs reculer ;
- Malgré ces évolutions, le poids de chaque filière reste stable.

Evolution de la composition hiérarchique (hors contrats aidés) :

Stabilité de la composition hiérarchique

Entre 2016 et 2017, la répartition des catégories hiérarchiques est restée stable. On recense 9,5 % d'agents de catégorie A, 14,2 % de catégorie B et 75,5 % de catégorie C (cf. tableau 4.5). Cette répartition a peu évolué selon le type d'employeur hormis pour les communautés urbaines et métropoles et les communautés d'agglomération où la part d'agents de catégorie A a reculé de 1,5 point au profit des agents de catégorie C. On note également une légère diminution des agents de catégorie A parmi les contractuels (- 0,6 point).

Evolution démographique (hors contrats aidés) :

Augmentation continue du poids des agents de 50 ans ou plus

Concernant l'âge des agents territoriaux :

- La part des agents de moins de 30 ans a peu évolué (10,1 % en 2017 contre 10 % en 2016) ;
- Celle de ceux de 50 ans ou plus a augmenté passant de 40 % en 2016 à 40,7 % en 2017 (cf. tableau 4.7). Depuis 2010, les agents de 50 ans ou plus ont vu leur part augmenter de 8 points.
- Au 31 décembre 2017, plus d'un agent territorial sur cinq a plus de 55 ans (cf. tableau 4.9). La part des personnels de plus de 55 ans est de 23,3 % en 2017 contre 16,4 % 2010.

Le taux de féminisation (61,2 %) est stable entre 2016 et 2017 (cf. tableau 4.6).

1.3 Les facteurs déterminants de l'évolution des effectifs

L'évolution des effectifs territoriaux est le produit de plusieurs dynamiques. En s'appuyant sur les données disponibles, il est possible d'en repérer au plus trois :

- Institutionnelle (par type de collectivité et établissement public)
- Créations / suppressions nets de postes par employeur
- Spatiale et régionale

Dynamique institutionnelle

Hausse des effectifs dans les organismes intercommunaux

L'évolution des effectifs territoriaux est portée par la hausse des effectifs dans les communautés urbaines et métropoles ainsi que dans les communautés d'agglomération :

- Entre fin 2016 et fin 2017, les effectifs des communautés urbaines et métropoles et des communautés d'agglomération ont augmenté respectivement de 16,8 % et 13,1 % (cf. tableau 4.3) ;
- L'évolution des effectifs dans les communes en 2017 est de - 1,8 % tous statuts confondus, c'est supérieur à ce qui est observé au niveau de l'ensemble des employeurs.

À l'inverse, on note une stabilité des effectifs au sein des organismes départementaux.

Dynamique de créations / suppressions nets de postes par employeur

Afin d'appréhender la dynamique des créations et suppressions nets de postes, cette analyse porte uniquement sur les collectivités et établissements publics présents en 2016 et 2017. Ces derniers sont identifiés par un numéro SIREN identique les deux années. Cela correspond à 42 752 collectivités et établissements publics (cf. partie 1.1). La quantification des postes se fait en postes principaux et secondaires, afin de travailler sur l'ensemble des postes significatifs d'une collectivité et ainsi éviter l'effet de vases communicants entre les différents types de postes.
A titre d'information, 225 structures, identifiées par un numéro SIREN et ayant au moins un poste principal ou secondaire non annexe ont disparu en 2017, à l'inverse 1 601 structures identifiées par un numéro SIREN sont apparus la même année. Pour rappel, d'après l'INSEE, le poste principal, est le poste de l'agent le mieux rémunéré. De plus, un poste est dit non annexe lorsque le salaire dépasse un certain montant ou que le volume d'heures travaillées est suffisant.

Une collectivité ou un établissement public voit son effectif diminuer ou augmenter entre deux années par la conjugaison de plusieurs mouvements. Seul le résultat net de l'ensemble des mouvements listés ci-dessous est étudié puisque cette source ne permet ni de les appréhender ni de les quantifier. Le résultat de ces mouvements est le produit :

- Des recrutements nets (recours à des contrats aidés, impact de la réforme des rythmes scolaires sur les communes, …)
- Des suppressions nettes de poste, …
- Des mouvements internes (remplacement ou non de départs définitifs ou provisoires, …)
- Transfert de compétences et de personnel entre des collectivités et établissements publics (redéploiement d'effectifs, …)

La majorité des collectivités et établissements publics (51,6 %) ne voient pas leur nombre de postes principaux et secondaires évoluer, cette stabilité est légèrement supérieure à celle observée en 2014[4] (50,9 %). Peu de collectivités sont concernées par des évolutions fortes ; 3 % d'entre elles gagnent 5 postes ou plus entre les deux années, représentant plus de 30 000 postes et 4,4 % d'entre elles perdent plus de 5 postes entre les deux années, représentant près de 35 000 postes. En 2014, 5 % des collectivités gagnaient 5 postes ou plus et 2,5 % en perdaient au moins 5.

[4] Les données de cette partie concernant l'année 2014 ont été revues et se basent sur les collectivités ayant au moins un poste principal ou secondaire non annexe. Les données de l'étude publiée en 2017 sur l'évolution des effectifs territoriaux en 2014 s'appuyaient quant à elles sur les collectivités ayant au moins un poste principal ou secondaire annexe ou non annexe.

Evolution du nombre de postes entre 2016 et 2017 par collectivité

		Nombre de collectivités	%	Nombre de postes
Postes en plus	5 postes et plus	1 276	3,0	30 303
	Entre 2 et 4 postes	2 514	5,9	6 470
	1 poste	5 042	11,8	5 042
Pas d'évolution		**22 076**	**51,6**	
Postes en moins	1 poste	6 173	14,4	-6 173
	Entre 2 et 4 postes	3 769	8,8	-9 611
	5 postes et plus	1 902	4,4	-34 981

Source : Insee, Siasp, traitement observatoire de l'emploi, des métiers et des compétences de la FPT.

Note de lecture : 1 276 collectivités ou établissements publics, soit 3 % d'entre eux, ont créé entre 2016 et 2017 au moins 5 postes, représentant au total 30 303 postes créés.

Afin de neutraliser l'effet des recours aux contrats aidés, nous avons réalisé ce même tableau hors contrats aidés.

53,4 % des collectivités et établissements publics n'enregistrent pas d'évolution entre les deux années contre 54 % en 2014. Par ailleurs, le nombre de collectivités et établissements publics concernés par des augmentations d'effectif est plus élevé lorsque les contrats aidés sont écartés du champ. Il en ressort également que les créations de postes sont plus importantes (41 815 créations, tous statut confondus, contre 49 953 hors contrats aidés) et que les suppressions de postes sont fortement amoindries (50 765 suppressions, tous statut confondus, contre 36 654 hors contrats aidés). Tandis que le constat était inverse en 2014 avec une diminution des créations de postes et une augmentation des suppressions de postes lorsque les contrats aidés étaient isolés.

Evolution du nombre de postes entre 2016 et 2017 par collectivité hors contrats aidés

		Nombre de collectivités	%	Nombre de postes
Postes en plus	5 postes et plus	1 697	4,0	35 763
	Entre 2 et 4 postes	3 271	7,7	8 450
	1 poste	5 740	13,5	5 740
Pas d'évolution		**22 679**	**53,4**	
Postes en moins	1 poste	5 160	12,2	-5 160
	Entre 2 et 4 postes	2 596	6,1	-6 600
	5 postes et plus	1 291	3,0	-24 894

Source : Insee, Siasp, traitement observatoire de l'emploi, des métiers et des compétences de la FPT.

Note de lecture : 1 697 collectivités ou établissements publics, soit 4 % d'entre eux, ont créé entre 2016 et 2017 au moins 5 postes, représentant au total 35 763 postes créés.

Dynamique spatiale et régionale

Hors contrats aidés, toutes les régions enregistrent une augmentation de leurs effectifs à l'exception de l'Ile-de-France

Tous statuts confondus, seules 4 régions voient leurs effectifs se stabiliser ou augmenter entre 2016 et 2017 : l'Auvergne-Rhône-Alpes, les Pays de la Loire, la Bretagne et la Corse. A l'inverse, les régions du quart Nord-Est de la France et les DOM enregistrent des baisses plus importantes qu'à l'échelle nationale. Cela est d'autant plus vrai pour les Hauts-de-France et La Réunion (- 1,4 %) ainsi que pour la Guadeloupe (- 1 %).

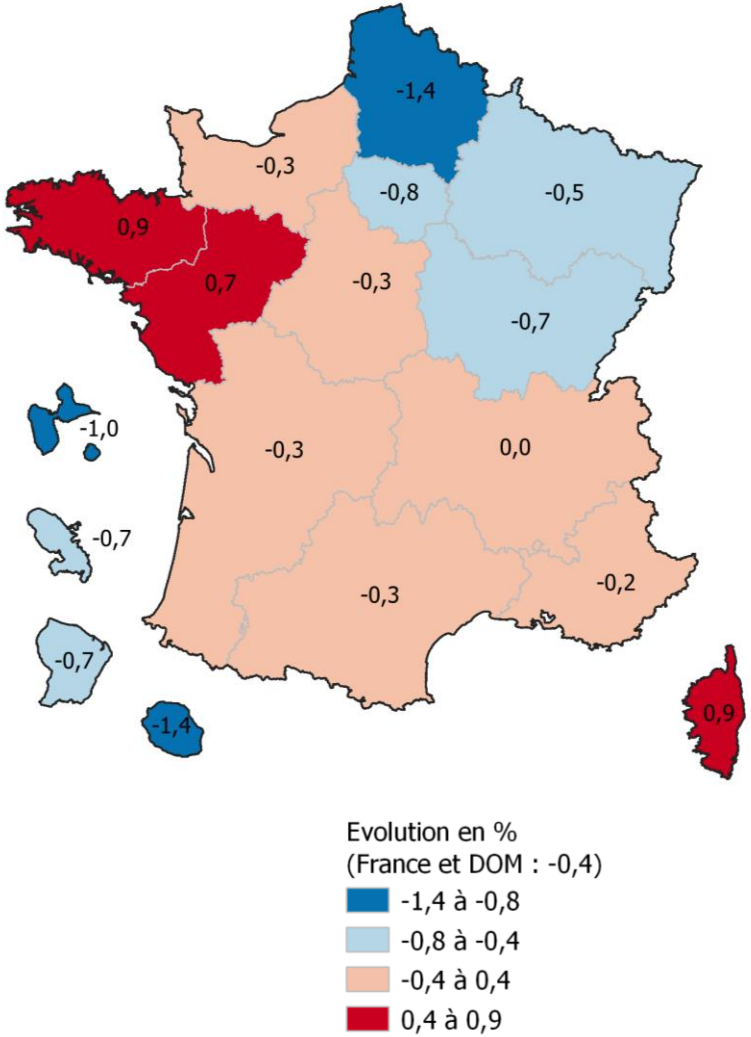
Lorsqu'on neutralise les contrats aidés, seule l'Ile-de-France connait une diminution des effectifs (- 0,3 %). Tandis que les régions qui subissaient des baisses d'effectifs enregistrent dorénavant des augmentations, notamment La Réunion, la Guadeloupe, la Martinique ou encore l'Occitanie, traduisant une diminution globale portée par les contrats aidés. Par ailleurs, on note une augmentation conjointe des effectifs de fonctionnaires et de contractuels pour 7 régions : la Corse, La Réunion, la Guadeloupe, la Bretagne, les Pays de la Loire, l'Occitanie et la Nouvelle-Aquitaine.

En outre, toutes les régions sont concernées par une baisse des contrats aidés, plus particulièrement la Corse (-54,4 %) et la Provence-Alpes-Côte d'Azur (-44,6 %). Alors que la Guyane (-10,7 %) et La Réunion (-12,2 %) sont les moins impactées.

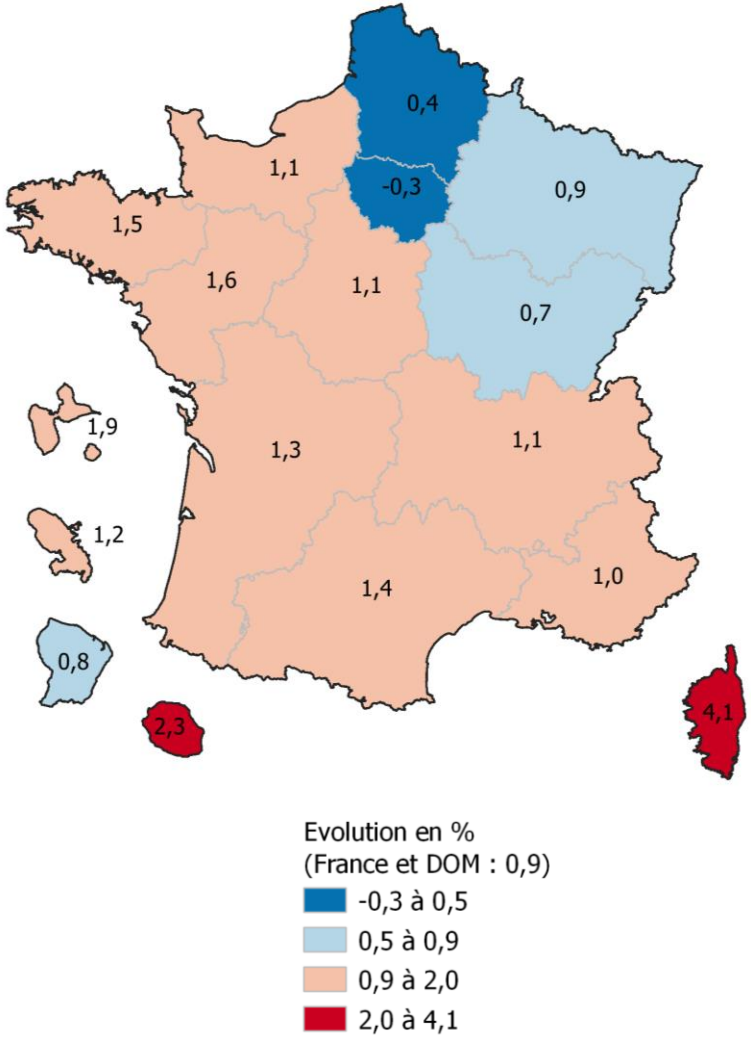
2. Cartographie des effectifs territoriaux et du taux d'administration

2.1 Evolution des effectifs territoriaux par région entre 2016 et 2017

Ensemble des effectifs territoriaux



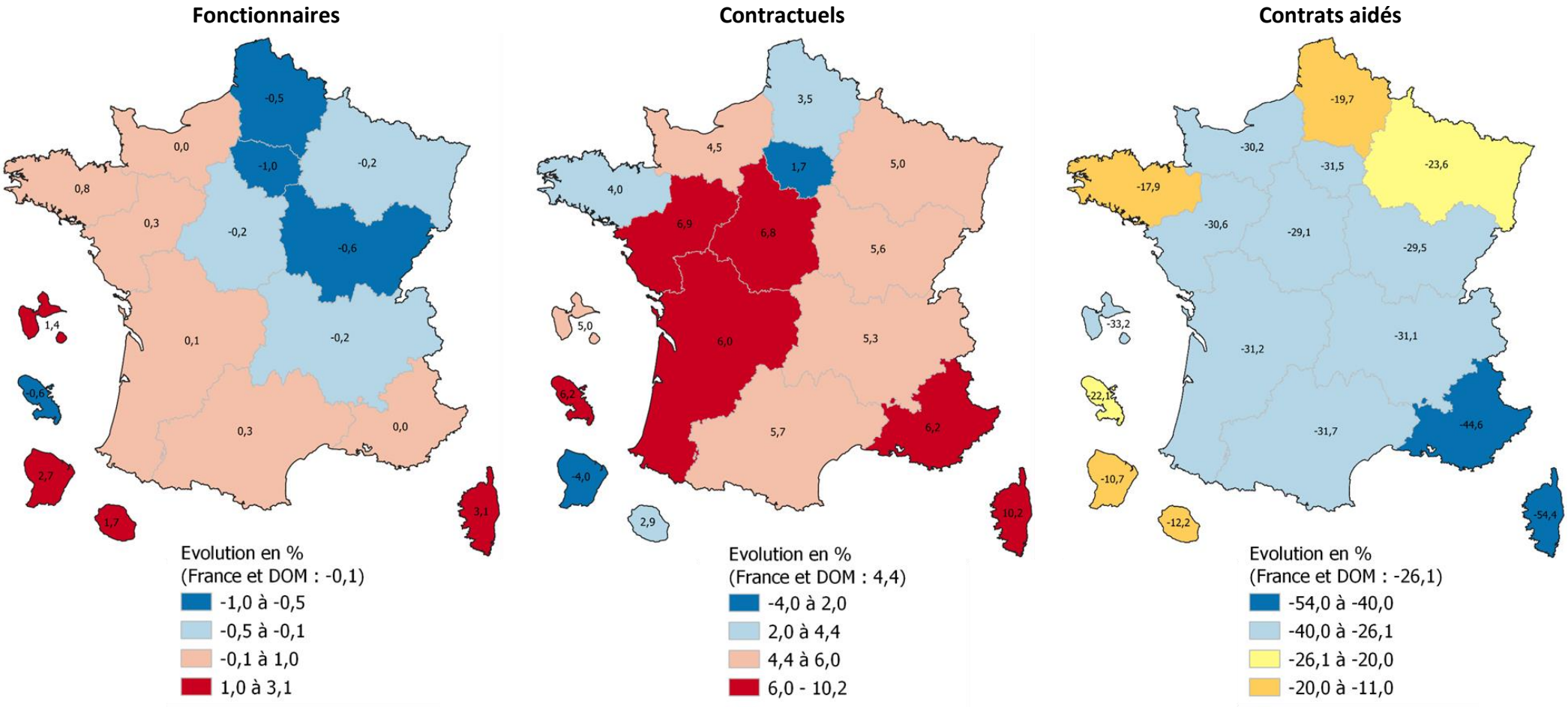
Ensemble des effectifs territoriaux (hors contrats aidés)



Source : Insee, Siasp, traitement observatoire de l'emploi, des métiers et des compétences de la FPT.

Champ : France métropolitaine et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger, postes principaux non annexes, hors CNFPT, administrations parisiennes et pompiers de Marseille.

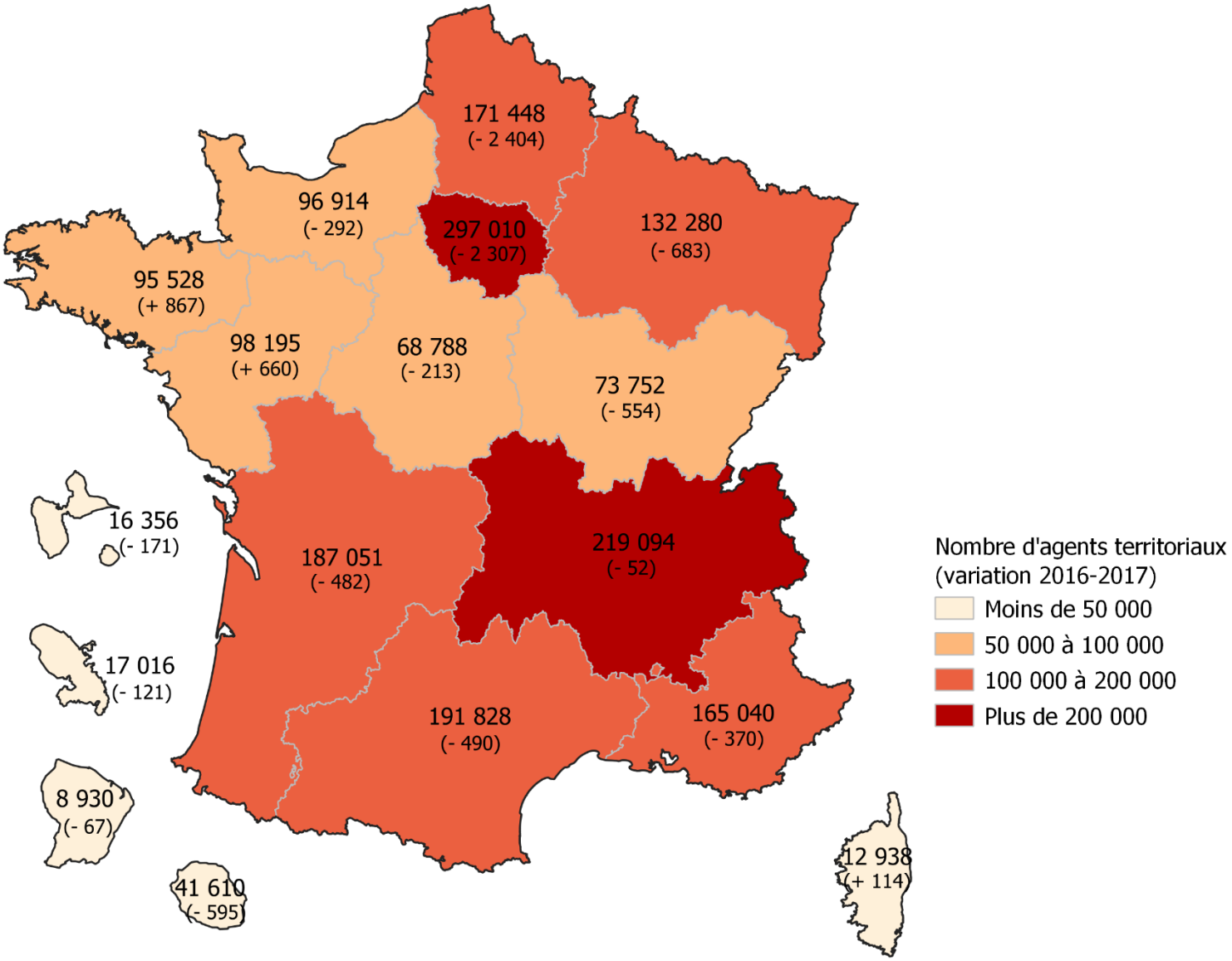
2.2 Evolution du nombre d'agents territoriaux par région selon le statut entre 2016 et 2017



Source : Insee, Siasp, traitement observatoire de l'emploi, des métiers et des compétences de la FPT.

Champ : France métropolitaine et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger, postes principaux non annexes, hors CNFPT, administrations parisiennes et pompiers de Marseille.

2.3 Effectifs territoriaux par région au 31 décembre 2017

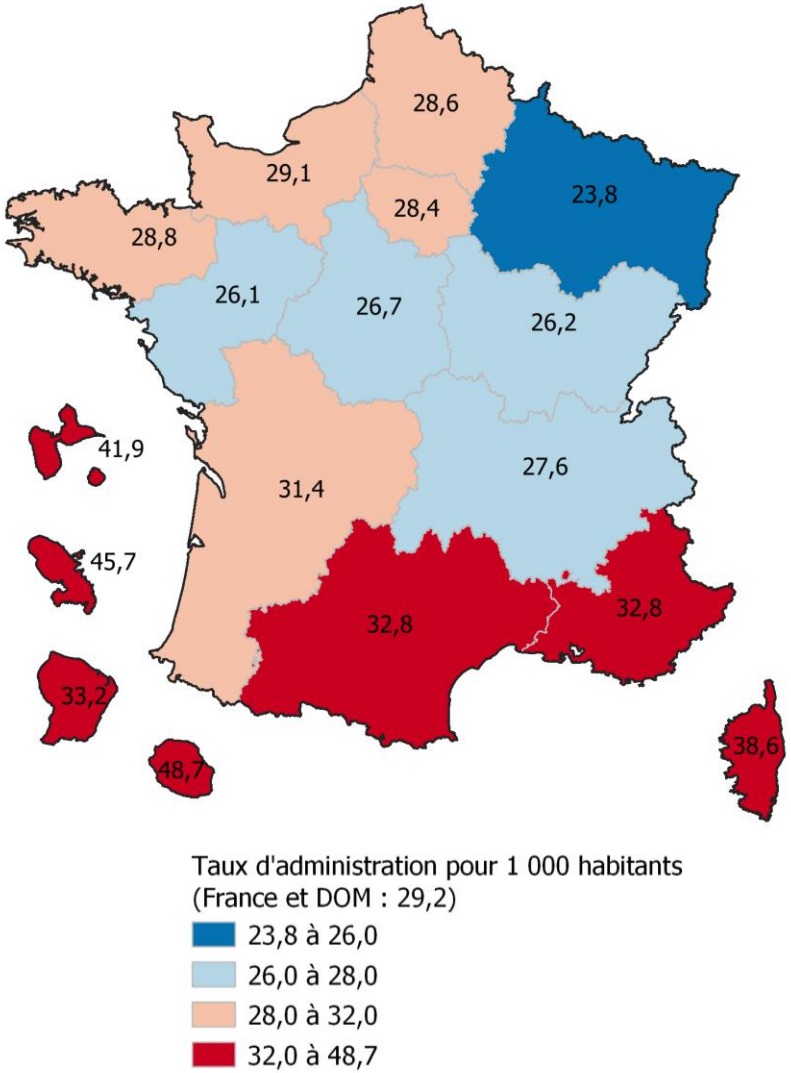


Source : Insee, Siasp, traitement observatoire de l'emploi, des métiers et des compétences de la FPT.

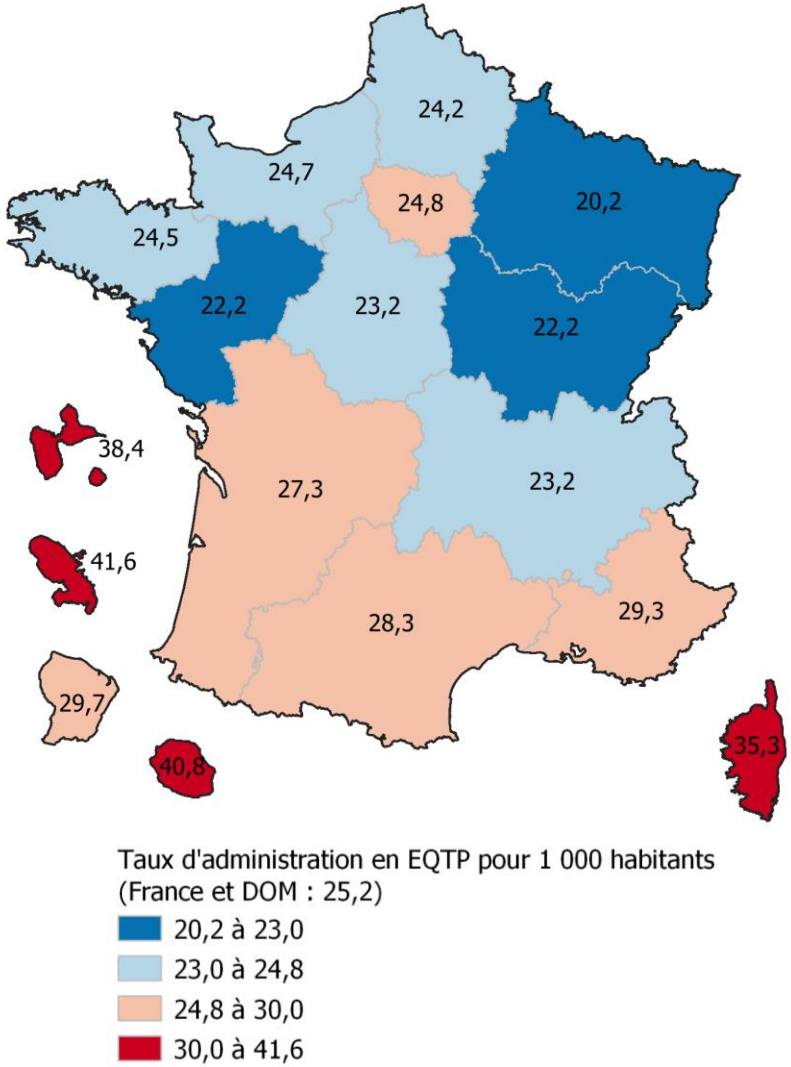
Champ : France métropolitaine et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger, postes principaux non annexes, hors CNFPT, administrations parisiennes et pompiers de Marseille.

2.4 Taux d'administration territoriale par région au 31 décembre 2017

Effectifs physiques



Effectifs en EQTP

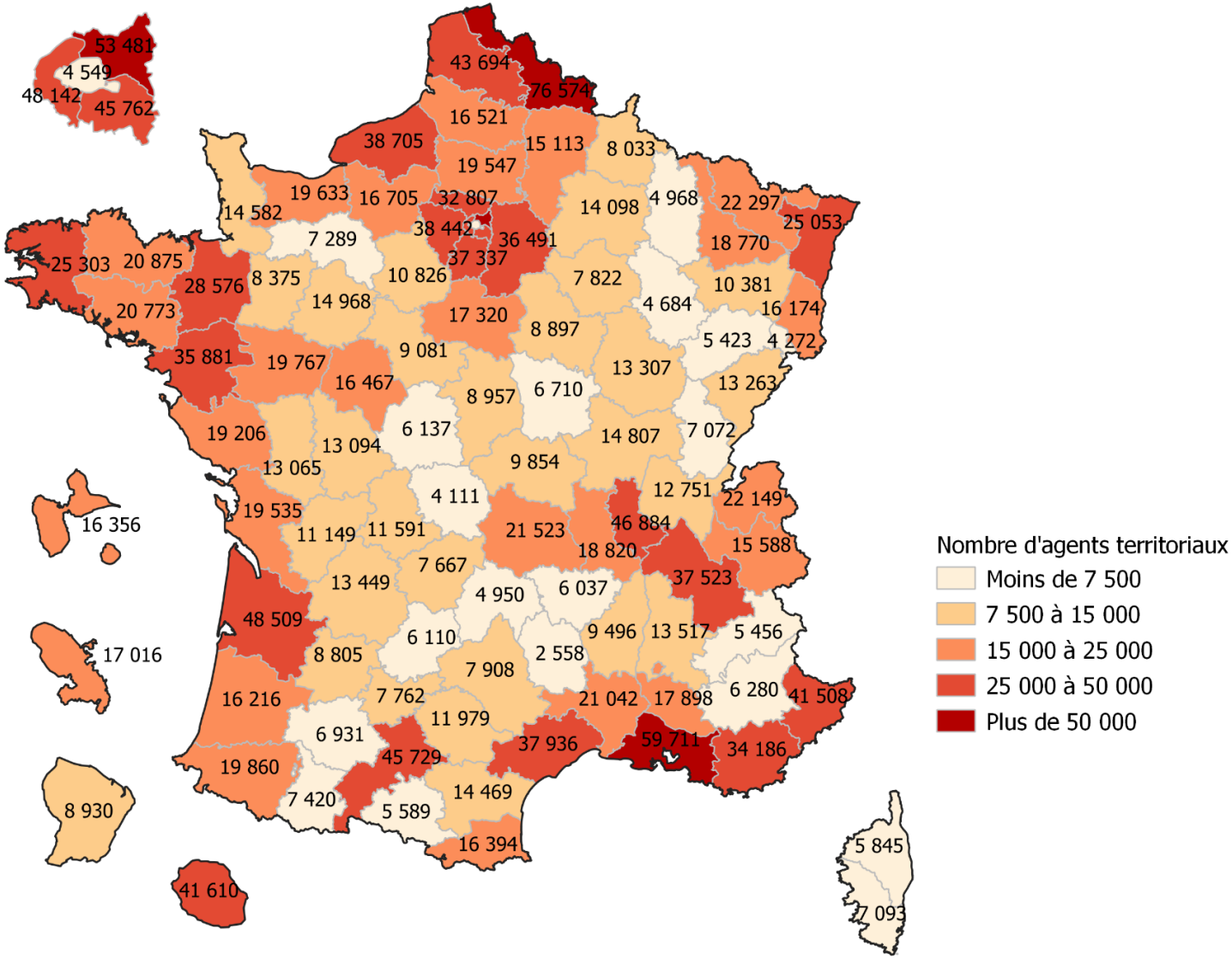


Source : Insee, Siasp, traitement observatoire de l'emploi, des métiers et des compétences de la FPT.

Champ : France métropolitaine et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger, postes principaux non annexes, hors CNFPT, administrations parisiennes et pompiers de Marseille.

EQTP : Equivalent temps plein.

2.5 Effectifs territoriaux par département au 31 décembre 2017



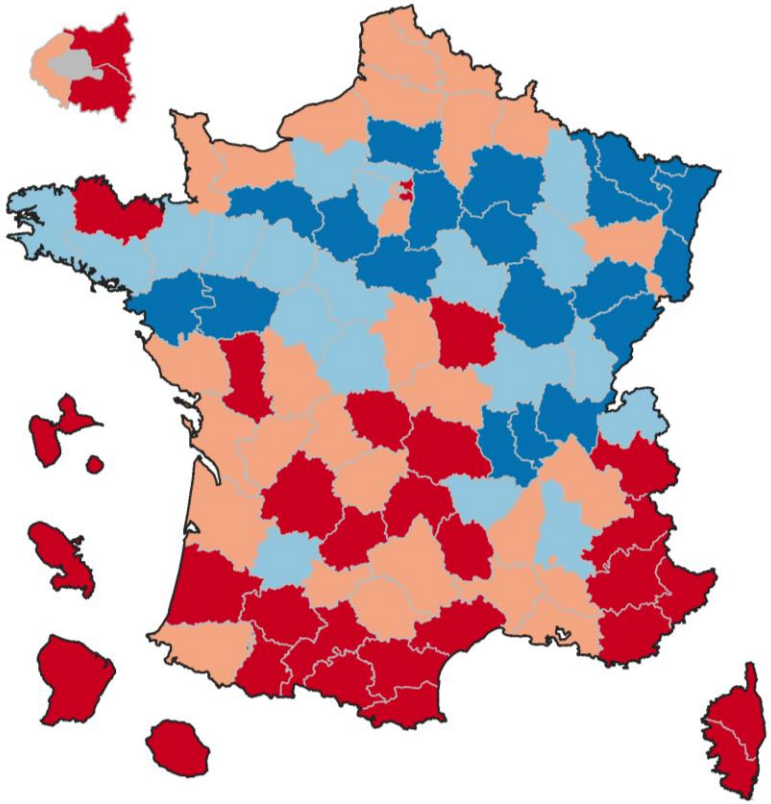
Source : Insee, Siasp, traitement observatoire de l'emploi, des métiers et des compétences de la FPT.

Champ : France métropolitaine et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger, postes principaux non annexes, hors CNFPT, administrations parisiennes et pompiers de Marseille.

Les effectifs des conseils régionaux ont été répartis par département au prorata du nombre d'habitants.

2.6 Taux d'administration territoriale par département au 31 décembre 2017

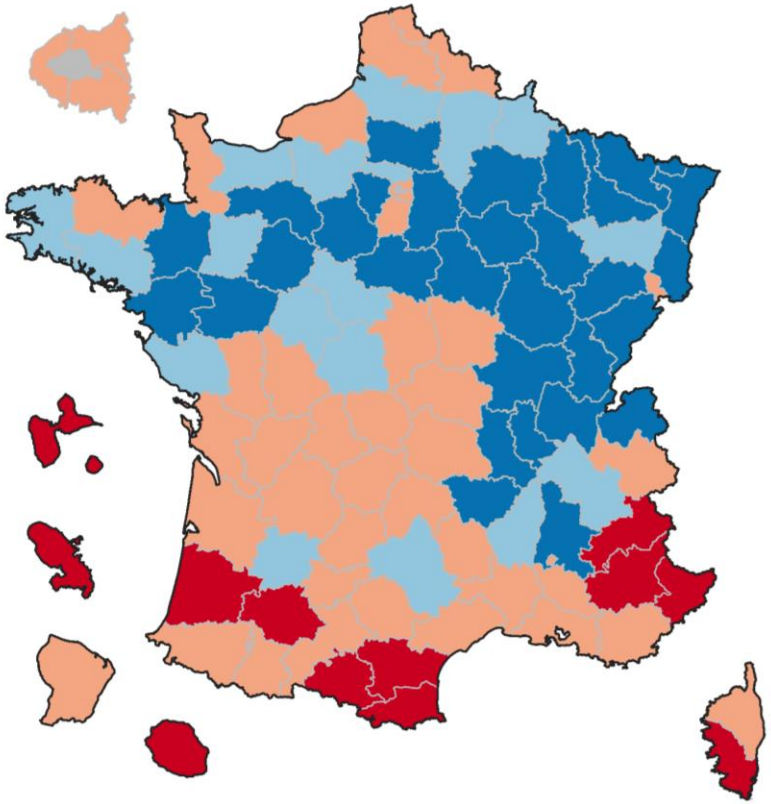
Effectifs physiques



Taux d'aministration pour 1 000 habitants
(France et DOM : 29,2)

- 19,8 à 26,0
- 26,0 à 28,0
- 28,0 à 32,0
- 32,0 à 48,7
- Ville de Paris non prise en compte

Effectifs en EQTP



Taux d'aministration en EQTP pour 1 000 habitants
(France et DOM : 25,2)

- 16,7 à 23,0
- 23,0 à 24,8
- 24,8 à 30,0
- 30,0 à 41,6
- Ville de Paris non prise en compte

Source : Insee, Siasp, traitement observatoire de l'emploi, des métiers et des compétences de la FPT.

Champ : France métropolitaine et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger, postes principaux non annexes, hors CNFPT, administrations parisiennes et pompiers de Marseille.

Les effectifs des conseils régionaux ont été répartis par département au prorata du nombre d'habitants. EQTP : Equivalent temps plein.

3. Dynamique de l'emploi par région

Cette partie se propose de décomposer la variation globale des effectifs au sein de chaque région en trois facteurs. La croissance de l'emploi public à l'échelle régionale dépend ainsi :

- de la dynamique nationale (effet national),

- de la dynamique propre à la région (effet propre, géographique),

- de la structure de l'emploi de la région (effet structurel).

L'analyse shift and share est une méthode d'estimation utilisée pour décomposer la variation d'un indicateur (effectifs, emploi, etc.) entre ce qui est explicable par la structure de l'emploi dans un territoire (en référence à la structure moyenne sur l'ensemble des territoires), et ce qui relève des avantages ou désavantages spécifiques et propres à ce territoire, indépendamment de sa structure d'emploi. Une région peut ainsi être spécialisée sur des filières peu dynamiques au plan national (effet structurel négatif), mais voir malgré tout ses effectifs varier plus vite que la moyenne nationale, grâce à des facteurs indépendants de la structure d'emploi (effet géographique positif).

Si l'on s'intéresse à la croissance de l'emploi dans une région sur quelques années, le résultat donne un premier niveau d'information : création ou destruction de l'emploi, ampleur de cette croissance ou de cette décroissance. La comparaison avec la croissance de l'emploi des autres régions, ou avec la croissance nationale permet ensuite de diagnostiquer si la région a connu une croissance plus ou moins forte que l'ensemble du territoire, ou que d'autres régions. De fait, la comparaison des indicateurs entre zones s'avère souvent pertinente et nécessaire, pour disposer d'un positionnement relatif du territoire étudié.

Source : Insee

3.1 Décomposition de la croissance de l'emploi territorial entre 2010 et 2017 par région

Plus que l'effet structurel, le contexte local comme facteur majeur de la variation des effectifs depuis 2010

Entre 2010 et 2017, le nombre d'agents publics territoriaux a augmenté de 5,1 % au niveau national (effet national). En Corse, cette croissance est bien plus importante (+ 20,6 %). Outre la dynamique nationale, la Corse a bénéficié d'un contexte local extrêmement porteur qui explique plus des

trois quarts de cette croissance (15,9 %). D'autres régions présentent la même situation mais dans des proportions moindres : La Réunion, la Guyane, la Bretagne, les Pays de la Loire et l'Occitanie.
A l'inverse, certaines régions comme l'Ile-de-France, la Martinique et le Centre-Val de Loire voient leur effet propre atténuer l'augmentation globale des effectifs. A noter que sur la période 2010-2017, seule la Martinique a vu ses effectifs territoriaux décroître.

Taux de croissance des effectifs entre 2010 et 2017

	Taux de croissance réel 2010-2017	Effet propre	Effet de structure	Effet national
Auvergne-Rhône-Alpes	6,4%	1,1%	0,2%	5,1%
Bourgogne-Franche-Comté	2,2%	-2,5%	-0,4%	5,1%
Bretagne	10,0%	5,0%	-0,1%	5,1%
Centre-Val de Loire	1,8%	-2,7%	-0,6%	5,1%
Corse	20,6%	15,9%	-0,4%	5,1%
Grand Est	2,9%	0,1%	-2,3%	5,1%
Guadeloupe	5,7%	-1,9%	2,5%	5,1%
Guyane	11,7%	9,6%	-3,0%	5,1%
Hauts-de-France	1,8%	-2,0%	-1,3%	5,1%
Ile-de-France	1,4%	-6,4%	2,7%	5,1%
La Réunion	12,8%	9,5%	-1,8%	5,1%
Martinique	-1,2%	-2,8%	-3,5%	5,1%
Normandie	3,8%	-0,5%	-0,8%	5,1%
Nouvelle-Aquitaine	5,9%	1,5%	-0,7%	5,1%
Occitanie	8,7%	4,0%	-0,4%	5,1%
Pays de la Loire	9,6%	4,4%	0,1%	5,1%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	6,7%	1,0%	0,7%	5,1%

Source : Insee, Siasp, traitement observatoire de l'emploi, des métiers et des compétences de la FPT.
Champ : France métropolitaine et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger, postes principaux non annexes, hors contrats aidés, hors administrations parisiennes et pompiers de Marseille.

3.2 Croissance de l'emploi territorial entre 2010 et 2017 par région et par filière

La filière animation a connu la plus forte augmentation entre 2010 et 2017

Ce tableau propose de mettre en évidence l'effet de la structure de l'emploi sur la croissance des effectifs.

	Administra-tive	Technique	Culturelle	Sportive	Sociale	Médico-sociale	Médico-technique	Police municipale	Incendie et secours	Animation	Emplois hors filière NET	Autres hors NET
Auvergne-Rhône-Alpes	4,0	4,8	5,4	-6,3	8,6	17,2	52,1	7,5	2,3	80,1	-18,7	-69,2
Bourgogne-Franche-Comté	1,2	-0,1	10,3	-3,3	11,8	12,2	-8,3	-1,4	-0,8	64,3	-23,9	-82,5
Bretagne	10,9	4,2	12,7	1,1	13,2	27,3	6,8	2,6	2,6	91,4	-10,7	-22,5
Centre-Val de Loire	-2,1	2,9	3,3	-8,2	17,9	13,9	-9,1	-10,7	-2,3	56,3	-30,2	-82,1
Corse	21,8	23,4	8,0	32,6	17,1	11,3	-50,0	14,8	3,1	78,8	-14,9	-30,5
Grand Est	4,7	3,6	13,7	2,3	13,4	35,2	-17,0	15,7	-1,1	98,9	-46,5	-91,0
Guadeloupe	24,4	1,7	-1,9	7,4	1,1	-39,9	-21,7	17,1	-10,3	6,3	-24,8	1900,0
Guyane	50,9	2,1	-6,1	4,6	-9,7	-7,5	-18,2	45,3	-10,2	103,7	7,3	-98,5
Hauts-de-France	-5,7	3,1	9,1	-0,8	15,1	13,8	-7,4	10,6	-0,5	54,3	-8,7	-82,9
Ile-de-France	-4,8	3,9	17,1	-2,0	-6,6	7,1	56,1	21,1	-6,1	43,6	-45,4	-50,2
La Réunion	25,1	9,9	26,1	22,7	20,3	8,7	0,0	38,0	0,9	34,9	-16,9	-88,6
Martinique	2,8	4,5	-20,2	10,8	6,1	13,5	-11,8	-3,3	-24,5	19,6	-18,4	-96,9
Normandie	1,0	4,1	5,1	-3,3	8,8	4,8	-40,7	-9,0	0,9	60,2	-12,1	-43,4
Nouvelle-Aquitaine	7,1	5,1	10,4	-5,1	9,1	19,7	24,7	11,6	-0,2	67,8	-23,1	-87,6
Occitanie	12,2	7,4	3,8	1,2	5,2	20,2	44,3	24,5	5,8	69,9	-15,8	-79,1
Pays de la Loire	10,5	6,1	7,9	4,6	20,0	28,0	-6,0	23,9	-1,2	87,2	-36,3	-82,7
Provence-Alpes-Côte d'Azur	9,0	5,5	10,3	-5,9	0,0	10,6	54,0	29,7	0,5	46,7	-22,1	-69,5
France	**4,1**	**4,7**	**9,8**	**-1,6**	**7,4**	**15,5**	**13,5**	**15,9**	**-0,3**	**59,3**	**-27,6**	**-76,3**

Source : Insee, Siasp, traitement observatoire de l'emploi, des métiers et des compétences de la FPT.

Champ : France métropolitaine et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger, postes principaux non annexes, hors contrats aidés, hors administrations parisiennes et pompiers de Marseille.

L’analyse de la croissance de l’emploi territorial entre 2010 et 2017 met en évidence la forte augmentation de la filière animation : + 59,3 %. Bien que l’Ile-de-France enregistre l’une des moins fortes augmentations dans cette filière (+ 43,6 %), la surreprésentation de celle-ci (8,9 % contre 4,5 % au niveau national en 2010) a joué un rôle favorable dans l’augmentation globale des effectifs. C’est d’ailleurs cette région qui présente l’effet de structure ayant le plus contribué à la croissance des effectifs, ce seul effet lui a assuré une croissance de 2,7 % en 7 ans. La Guadeloupe présente quant à elle un effet de structure de + 2,5 %. Cela s’explique par la surreprésentation de la filière administrative qui a connu une croissance de 24,4 % entre 2010 et 2017 faisant ainsi passer le poids de cette filière de 25,2 % à 29,6 % sur la période.

A contrario, la Martinique, la Guyane et le Grand Est ont vu leur structure des filières avoir un impact négatif sur la croissance globale des effectifs. Pour la Martinique, la sous-représentation des filières sociale et médico-sociale semble avoir joué un effet négatif sur la croissance des effectifs territoriaux. Concernant la Guyane, le poids moins important qu’à l’échelle nationale de la filière animation a limité l’augmentation globale tandis que pour le Grand Est ce sont les filières médico-sociale et animation qui ont freiné la croissance des effectifs.

4.1 Nombre de collectivités et établissements territoriaux au 31 décembre 2017

	Type de collectivités	Nbre de collectivités ayant au moins un poste principal non annexe
Organismes régionaux et départementaux	Régions	17
	Départements	97
	Services départementaux d'incendie	96
	Centres de gestion-CNFPT	95
	Ensemble	**305**
Organismes communaux	Communes de moins de 500 habitants	12 867
	Communes de 500 à 999 habitants	6 711
	Communes de 1 000 à 1 999 habitants	4 513
	Communes de 2 000 à 3 499 habitants	2 198
	Communes de 3 500 à 9 999 habitants	2 047
	Communes de 10 000 à 19 999 habitants	510
	Communes de 20 000 à 39 999 habitants	274
	Communes de 40 000 à 79 999 habitants	126
	Communes de plus de 80 000 habitants	56
	Centres communaux d'action sociale	2 727
	Caisses des écoles	271
	Autres établissements communaux	18
	Ensemble	**32 318**
Organismes intercommunaux	Communautés urbaines et métropoles	42
	Communautés de communes	1 015
	Communautés d'agglomération	218
	Syndicats de communes à vocation multiple: SIVOM	632
	Syndicats de communes à vocation unique: SIVU	3 610
	Syndicats mixtes et pôles métropolitains	1 664
	Autres établissements publics intercommunaux	140
	Ensemble	**7 321**
	Autres organismes publics	197
Ensemble des collectivités		**40 141**
Ensemble des collectivités au 31/12/2016		***41 853***

Source : INSEE - SIASP au 31 décembre 2017

Traitement : observatoire de l'emploi, des métiers et des compétences de la FPT - CNFPT
n.d. : données ne répondant pas aux conditions d'utilisation fixées par le comité du secret statistique
Cf. annexe pour les définitions des postes principaux, secondaires, annexes, non annexes
Les autres organismes publics regroupent les Offices Publics de l'habitat, les établissements publics locaux culturels, les régies d'une collectivité locale à caractère administratif et les autres établissements publics

4.2 Effectifs au 31 décembre 2017

	Type de collectivités	Effectifs			
		Postes principaux non annexes			Nombre de postes principaux et secondaires non annexes
		Nombre	Effectifs ETC	Moyenne (en ETC)	
Organismes régionaux et départemen-taux	Régions	89 212	81 834	4 814	89 498
	Départements	282 479	256 187	2 641	284 737
	Services départementaux d'incendie	50 780	49 186	512	50 945
	Centres de gestion-CNFPT	14 892	10 432	110	16 706
	Ensemble	**437 363**	**397 640**	**1 304**	**441 886**
Organismes communaux	Communes de moins de 500 habitants	33 859	22 270	2	42 714
	Communes de 500 à 999 habitants	45 430	35 140	5	47 127
	Communes de 1 000 à 1 999 habitants	67 686	55 272	12	69 036
	Communes de 2 000 à 3 499 habitants	70 511	59 459	27	71 649
	Communes de 3 500 à 9 999 habitants	183 830	157 185	77	186 658
	Communes de 10 000 à 19 999 habitants	132 500	115 181	226	134 914
	Communes de 20 000 à 39 999 habitants	155 794	135 919	496	158 916
	Communes de 40 000 à 79 999 habitants	148 860	130 629	1 037	152 171
	Communes de plus de 80 000 habitants	159 717	138 965	2 482	162 957
	Centres communaux d'action sociale	117 578	94 450	35	119 510
	Caisses des écoles	8 631	5 745	21	9 211
	Autres établissements communaux	1 132	1 020	57	1 156
	Ensemble	**1 125 528**	**951 234**	**29**	**1 156 019**
Organismes intercommunaux	Communautés urbaines et métropoles	83 967	76 313	1 817	84 785
	Communautés de communes	80 407	65 335	64	83 043
	Communautés d'agglomération	92 102	80 056	367	94 012
	Syndicats de communes à vocation multiple: SIVOM	8 646	6 764	11	9 119
	Syndicats de communes à vocation unique: SIVU	22 951	17 141	5	25 242
	Syndicats mixtes et pôles métropolitains	33 434	28 967	17	34 424
	Autres établissements publics intercommunaux	6 250	5 091	36	6 341
	Ensemble	**327 757**	**279 667**	**38**	**336 966**
	Autres organismes publics	6 726	5 342	27	7 049
Ensemble des collectivités		**1 897 374**	**1 633 883**	**41**	**1 941 920**
Ensemble des collectivités au 31/12/2016		***1 904 668***	***1 639 545***	***39***	***1 950 060***

Source : INSEE - SIASP au 31 décembre 2017

Traitement : observatoire de l'emploi, des métiers et des compétences de la FPT - CNFPT

n.d. : données ne répondant pas aux conditions d'utilisation fixées par le comité du secret statistique

Effectif moyen = Effectif ETC / nombre de collectivités ayant au moins un agent

Les autres organismes publics regroupent les Offices Publics de l'habitat, les établissements publics locaux culturels, les régies d'une collectivité locale à caractère administratif et les autres établissements publics

4.3 Poids et évolution des effectifs au 31 décembre 2017

Postes principaux non annexes au 31/12/2017 Hors Administrations parisiennes et pompiers de Marseille par type de collectivités		EFFECTIFS			ETC		
		Effectifs	Poids (%)	Evolution 2017/2016 (%)	Effectifs	Poids (%)	Evolution 2017/2016 (%)
Organismes régionaux et départemen-taux	Régions	89 212	4,7	1,8	81 834	5,0	0,6
	Départements	282 479	14,9	-0,9	256 187	15,7	-1,4
	Services départementaux d'incendie	50 780	2,7	-0,5	49 186	3,0	-1,2
	Centres de gestion-CNFPT	14 892	0,8	3,1	10 432	0,6	1,4
	Ensemble	**437 363**	**23,1**	**-0,2**	**397 640**	**24,3**	**-0,9**
Organismes communaux	Communes de moins de 500 habitants	33 859	1,8	-3,4	22 270	1,4	-2,0
	Communes de 500 à 999 habitants	45 430	2,4	-3,3	35 140	2,2	-2,5
	Communes de 1 000 à 1 999 habitants	67 686	3,6	-0,7	55 272	3,4	0,0
	Communes de 2 000 à 3 499 habitants	70 511	3,7	-1,9	59 459	3,6	-1,0
	Communes de 3 500 à 9 999 habitants	183 830	9,7	-1,0	157 185	9,6	-0,5
	Communes de 10 000 à 19 999 habitants	132 500	7,0	-3,3	115 181	7,0	-2,9
	Communes de 20 000 à 39 999 habitants	155 794	8,2	-2,8	135 919	8,3	-2,8
	Communes de 40 000 à 79 999 habitants	148 860	7,8	1,2	130 629	8,0	1,1
	Communes de plus de 80 000 habitants	159 717	8,4	-2,3	138 965	8,5	-2,4
	Centres communaux d'action sociale	117 578	6,2	-2,0	94 450	5,8	-1,9
	Caisses des écoles	8 631	0,5	-3,9	5 745	0,4	-2,4
	Autres établissements communaux	1 132	0,1	0,5	1 020	0,1	0,3
	Ensemble	**1 125 528**	**59,3**	**-1,8**	**951 234**	**58,2**	**-1,5**
Organismes intercommunaux	Communautés urbaines et métropoles	83 967	4,4	16,8	76 313	4,7	16,8
	Communautés de communes	80 407	4,2	-10,8	65 335	4,0	-10,5
	Communautés d'agglomération	92 102	4,9	13,1	80 056	4,9	12,0
	Syndicats de communes à vocation multiple: SIVOM	8 646	0,5	-4,1	6 764	0,4	-4,6
	Syndicats de communes à vocation unique: SIVU	22 951	1,2	-6,0	17 141	1,0	-5,3
	Syndicats mixtes et pôles métropolitains	33 434	1,8	-0,6	28 967	1,8	-1,0
	Autres établissements publics intercommunaux	6 250	0,3	69,4	5 091	0,3	55,7
	Ensemble	**327 757**	**17,3**	**4,3**	**279 667**	**17,1**	**4,5**
	Autres organismes publics	6 726	0,4	1,6	5 342	0,3	0,6
Ensemble des collectivités		**1 897 374**	**100,0**	**-0,4**	**1 633 883**	**100,0**	**-0,3**

Source : INSEE - SIASP au 31 décembre 2017

Traitement : observatoire de l'emploi, des métiers et des compétences de la FPT - CNFPT

n.d. : données ne répondant pas aux conditions d'utilisation fixées par le comité du secret statistique

Les autres organismes publics regroupent les Offices Publics de l'habitat, les établissements publics locaux culturels, les régies d'une collectivité locale à caractère administratif et les autres établissements publics

4.4 Effectifs par statut au 31 décembre 2017

Postes principaux non annexes au 31/12/2017 Hors Administrations parisiennes et pompiers de Marseille par type de collectivités		Effectifs 2017				Effectifs 2016			
		Fonctionnaires	Contractuels *	Contrats aidés	Ensemble	Fonctionnaires	Contractuels *	Contrats aidés	Ensemble
Organismes régionaux et départemen-taux	Régions	76 047	12 286	879	89 212	75 805	10 525	1 313	87 643
	Départements	216 220	62 411	3 848	282 479	218 321	61 510	5 175	285 006
	Services départementaux d'incendie	49 539	1 040	201	50 780	49 831	856	371	51 058
	Centres de gestion-CNFPT	6 507	8 213	172	14 892	6 463	7 758	220	14 441
	Ensemble	**348 313**	**83 950**	**5 100**	**437 363**	**350 420**	**80 649**	**7 079**	**438 148**
Organismes communaux	Communes de moins de 500 habitants	20 556	9 463	3 840	33 859	20 777	9 548	4 719	35 044
	Communes de 500 à 999 habitants	31 510	9 389	4 531	45 430	32 050	8 986	5 961	46 997
	Communes de 1 000 à 1 999 habitants	50 924	11 074	5 688	67 686	50 482	9 856	7 823	68 161
	Communes de 2 000 à 3 499 habitants	54 496	11 204	4 811	70 511	54 613	10 469	6 787	71 869
	Communes de 3 500 à 9 999 habitants	140 615	33 972	9 243	183 830	140 792	31 584	13 259	185 635
	Communes de 10 000 à 19 999 habitants	100 216	27 604	4 680	132 500	102 941	27 163	6 935	137 039
	Communes de 20 000 à 39 999 habitants	112 092	40 250	3 452	155 794	115 438	39 832	5 091	160 361
	Communes de 40 000 à 79 999 habitants	111 887	33 813	3 160	148 860	110 791	32 219	4 142	147 152
	Communes de plus de 80 000 habitants	120 683	36 123	2 911	159 717	124 381	35 682	3 340	163 403
	Centres communaux d'action sociale	74 508	37 056	6 014	117 578	75 733	36 719	7 496	119 948
	Caisses des écoles	3 204	n.d	n.d	8 631	3 480	n.d	n.d	8 984
	Autres établissements communaux	802	n.d	n.d	1 131	814	n.d	n.d	1 126
	Ensemble	**821 493**	**253 149**	**50 886**	**1 125 528**	**832 292**	**245 170**	**68 257**	**1 145 719**
Organismes intercommunaux	Communautés urbaines et métropoles	71 239	11 926	802	83 967	60 637	10 273	950	71 860
	Communautés de communes	54 217	21 905	4 285	80 407	60 700	22 891	6 583	90 174
	Communautés d'agglomération	69 601	20 290	2 211	92 102	62 300	16 374	2 725	81 399
	Syndicats de communes à vocation multiple: SIVOM	5 481	2 783	382	8 646	5 688	2 665	663	9 016
	Syndicats de communes à vocation unique: SIVU	13 853	7 834	1 264	22 951	14 707	7 862	1 850	24 419
	Syndicats mixtes et pôles métropolitains	21 515	10 800	1 119	33 434	21 816	10 234	1 575	33 625
	Autres établissements publics intercommunaux	4 060	2 019	171	6 250	2 813	810	66	3 689
	Ensemble	**239 966**	**77 557**	**10 234**	**327 757**	**228 661**	**71 109**	**14 412**	**314 182**
	Autres organismes publics	2 883	3 707	136	6 726	2 753	3 665	201	6 619
Ensemble des collectivités		**1 412 655**	**418 363**	**66 356**	**1 897 374**	**1 414 126**	**400 593**	**89 949**	**1 904 668**

* ensemble des contractuels y compris les assistantes maternelles et les apprentis

Source : INSEE - SIASP au 31 décembre 2017

Traitement : observatoire de l'emploi, des métiers et des compétences de la FPT - CNFPT

n.d. : données ne répondant pas aux conditions d'utilisation fixées par le comité du secret statistique

Les autres organismes publics regroupent les Offices Publics de l'habitat, les établissements publics locaux culturels, les régies d'une collectivité locale à caractère administratif et les autres établissements publics

4.4 Effectifs par statut au 31 décembre 2017

Postes principaux non annexes au 31/12/2017 Hors Administrations parisiennes et pompiers de Marseille par type de collectivités		Effectifs				Pourcentage			
		Fonctionnaires	Contractuels *	Contrats aidés	Ensemble	Fonctionnaires	Contractuels *	Contrats aidés	Ensemble
Organismes régionaux et départemen-taux	Régions	76 047	12 286	879	89 212	85,2	13,8	1,0	100,0
	Départements	216 220	62 411	3 848	282 479	76,5	22,1	1,4	100,0
	Services départementaux d'incendie	49 539	1 040	201	50 780	97,6	2,0	0,4	100,0
	Centres de gestion-CNFPT	6 507	8 213	172	14 892	43,7	55,2	1,2	100,0
	Ensemble	**348 313**	**83 950**	**5 100**	**437 363**	**79,6**	**19,2**	**1,2**	**100,0**
Organismes communaux	Communes de moins de 500 habitants	20 556	9 463	3 840	33 859	60,7	27,9	11,3	100,0
	Communes de 500 à 999 habitants	31 510	9 389	4 531	45 430	69,4	20,7	10,0	100,0
	Communes de 1 000 à 1 999 habitants	50 924	11 074	5 688	67 686	75,2	16,4	8,4	100,0
	Communes de 2 000 à 3 499 habitants	54 496	11 204	4 811	70 511	77,3	15,9	6,8	100,0
	Communes de 3 500 à 9 999 habitants	140 615	33 972	9 243	183 830	76,5	18,5	5,0	100,0
	Communes de 10 000 à 19 999 habitants	100 216	27 604	4 680	132 500	75,6	20,8	3,5	100,0
	Communes de 20 000 à 39 999 habitants	112 092	40 250	3 452	155 794	71,9	25,8	2,2	100,0
	Communes de 40 000 à 79 999 habitants	111 887	33 813	3 160	148 860	75,2	22,7	2,1	100,0
	Communes de plus de 80 000 habitants	120 683	36 123	2 911	159 717	75,6	22,6	1,8	100,0
	Centres communaux d'action sociale	74 508	37 056	6 014	117 578	63,4	31,5	5,1	100,0
	Caisses des écoles	3 204	n.d	n.d	8 631	37,1	n.d	n.d	100,0
	Autres établissements communaux	802	n.d	n.d	1 131	70,9	n.d	n.d	100,0
	Ensemble	**821 493**	**253 149**	**50 886**	**1 125 528**	**73,0**	**22,5**	**4,5**	**100,0**
Organismes intercommunaux	Communautés urbaines et métropoles	71 239	11 926	802	83 967	84,8	14,2	1,0	100,0
	Communautés de communes	54 217	21 905	4 285	80 407	67,4	27,2	5,3	100,0
	Communautés d'agglomération	69 601	20 290	2 211	92 102	75,6	22,0	2,4	100,0
	Syndicats de communes à vocation multiple: SIVOM	5 481	2 783	382	8 646	63,4	32,2	4,4	100
	Syndicats de communes à vocation unique: SIVU	13 853	7 834	1 264	22 951	60,4	34,1	5,5	100,0
	Syndicats mixtes et pôles métropolitains	21 515	10 800	1 119	33 434	64,4	32,3	3,3	100,0
	Autres établissements publics intercommunaux	4 060	2 019	171	6 250	65,0	32,3	2,7	100,0
	Ensemble	**239 966**	**77 557**	**10 234**	**327 757**	**73,2**	**23,7**	**3,1**	**100,0**
	Autres organismes publics	2 883	3 707	136	6 726	42,9	55,1	2,0	100,0
Ensemble des collectivités		**1 412 655**	**418 363**	**66 356**	**1 897 374**	**74,5**	**22,0**	**3,5**	**100,0**
Ensemble des collectivités au 31/12/2016		***1 414 126***	***400 593***	***89 949***	***1 904 668***	***74,2***	***21,0***	***4,7***	***100,0***

* ensemble des contractuels y compris les assistantes maternelles et les apprentis

Source : INSEE - SIASP au 31 décembre 2017

Traitement : observatoire de l'emploi, des métiers et des compétences de la FPT - CNFPT

n.d. : données ne répondant pas aux conditions d'utilisation fixées par le comité du secret statistique

Les autres organismes publics regroupent les Offices Publics de l'habitat, les établissements publics locaux culturels, les régies d'une collectivité locale à caractère administratif et les autres établissements publics

4.5 Effectifs par catégorie (hors contrats aidés) au 31 décembre 2017

Postes principaux non annexes au 31/12/2017 Hors Administrations parisiennes et pompiers de Marseille par type de collectivités		Effectifs (hors contrats aidés)					Pourcentage (hors contrats aidés)				
		A	B	C	I*	Ensemble	A	B	C	I*	Ensemble
Organismes régionaux et départemen-taux	Régions	10 820	6 472	70 503	538	88 333	12,2	7,3	79,8	0,6	100,0
	Départements	41 558	68 364	166 893	1 816	278 631	14,9	24,5	59,9	0,7	100,0
	Services départementaux d'incendie	4 826	6 139	39 591	23	50 579	9,5	12,1	78,3	0,0	100,0
	Centres de gestion-CNFPT	3 099	3 733	7 598	290	14 720	21,1	25,4	51,6	2,0	100,0
	Ensemble	**60 303**	**84 708**	**284 585**	**2 667**	**432 263**	**14,0**	**19,6**	**65,8**	**0,6**	**100,0**
Organismes communaux	Communes de moins de 500 habitants	1 651	1 650	26 630	88	30 019	5,5	5,5	88,7	0,3	100,0
	Communes de 500 à 999 habitants	1 479	2 463	36 824	133	40 899	3,6	6,0	90,0	0,3	100,0
	Communes de 1 000 à 1 999 habitants	2 127	4 050	55 643	178	61 998	3,4	6,5	89,7	0,3	100,0
	Communes de 2 000 à 3 499 habitants	2 634	5 228	57 437	401	65 700	4,0	8,0	87,4	0,6	100,0
	Communes de 3 500 à 9 999 habitants	7 909	19 191	146 241	1 246	174 587	4,5	11,0	83,8	0,7	100,0
	Communes de 10 000 à 19 999 habitants	7 142	16 629	102 858	1 191	127 820	5,6	13,0	80,5	0,9	100,0
	Communes de 20 000 à 39 999 habitants	9 974	19 789	120 980	1 599	152 342	6,5	13,0	79,4	1,0	100,0
	Communes de 40 000 à 79 999 habitants	11 430	18 380	113 543	2 347	145 700	7,8	12,6	77,9	1,6	100,0
	Communes de plus de 80 000 habitants	13 808	19 978	120 927	2 093	156 806	8,8	12,7	77,1	1,3	100,0
	Centres communaux d'action sociale	9 458	9 249	92 044	813	111 564	8,5	8,3	82,5	0,7	100,0
	Caisses des écoles	114	432	5 311	219	6 076	1,9	7,1	87,4	3,6	100,0
	Autres établissements communaux	118	184	817	12	1 131	10	16,3	72,2	1,1	100,0
	Ensemble	**67 844**	**117 223**	**879 255**	**10 320**	**1 074 642**	**6,3**	**10,9**	**81,8**	**1,0**	**100,0**
Organismes intercommunaux	Communautés urbaines et métropoles	14 569	15 467	52 447	682	83 165	17,5	18,6	63,1	0,8	100,0
	Communautés de communes	6 783	13 337	55 384	618	76 122	8,9	17,5	72,8	0,8	100,0
	Communautés d'agglomération	12 819	18 213	57 915	944	89 891	14,3	20,3	64,4	1,1	100,0
	Syndicats de communes à vocation multiple: SIVOM	476	906	6 854	28	8 264	6	11	83	0	100
	Syndicats de communes à vocation unique: SIVU	1 211	2 323	18 056	97	21 687	5,6	10,7	83,3	0,4	100,0
	Syndicats mixtes et pôles métropolitains	5 964	5 793	20 306	252	32 315	18,5	17,9	62,8	0,8	100,0
	Autres établissements publics intercommunaux	823	761	4 469	26	6 079	13,5	12,5	73,5	0,4	100,0
	Ensemble	**42 645**	**56 800**	**215 431**	**2 647**	**317 523**	**13,4**	**17,9**	**67,8**	**0,8**	**100,0**
	Autres organismes publics	2 255	1 441	2 684	210	6 590	34,2	21,9	40,7	3,2	100,0
Ensemble des collectivités		**173 047**	**260 172**	**1 381 955**	**15 844**	**1 831 018**	**9,5**	**14,2**	**75,5**	**0,9**	**100,0**
Ensemble des collectivités au 31/12/2016		***174 125***	***258 018***	***1 369 776***	***12 800***	***1 814 719***	***9,6***	***14,2***	***75,5***	***0,7***	***100,0***

Source : INSEE - SIASP au 31 décembre 2017

Traitement : observatoire de l'emploi, des métiers et des compétences de la FPT - CNFPT

n.d. : données ne répondant pas aux conditions d'utilisation fixées par le comité du secret statistique

* emplois non classables dans une catégorie

Les autres organismes publics regroupent les Offices Publics de l'habitat, les établissements publics locaux culturels, les régies d'une collectivité locale à caractère administratif et les autres établissements publics

4.6 Taux de féminisation par statut et par catégorie au 31 décembre 2017

Postes principaux non annexes au 31/12/2017 Hors Administrations parisiennes et pompiers de Marseille par type de collectivités		Taux de féminisation			Ensemble	Taux de féminisation (hors contrats aidés)				Ensemble
		Fonctionnaires	Contractuels *	Contrats aidés		A	B	C	I**	
Organismes régionaux et départemen-taux	Régions	58,3	59,3	56,8	58,4	59,5	62,6	58,1	39,4	58,5
	Départements	64,2	80,0	59,7	67,6	71,9	76,5	63,1	68,3	67,7
	Services départementaux d'incendie	15,7	33,9	28,4	16,1	20,0	23,5	14,4	13,0	16,0
	Centres de gestion-CNFPT	75,7	68,0	61,0	71,3	65,7	70,1	74,5	67,6	71,4
	Ensemble	**56,2**	**75,2**	**58,0**	**59,9**	**65,2**	**71,3**	**55,4**	**61,9**	**59,9**
Organismes communaux	Communes de moins de 500 habitants	56,9	68,0	31,5	57,1	87,7	88,7	56,9	69,3	60,4
	Communes de 500 à 999 habitants	63,6	76,0	49,8	64,8	85,6	86,3	64,3	75,2	66,4
	Communes de 1 000 à 1 999 habitants	64,6	71,9	53,7	64,9	76,8	73,1	65,0	57,9	65,9
	Communes de 2 000 à 3 499 habitants	61,6	69,9	51,1	62,2	61,2	61,7	63,2	64,6	63,0
	Communes de 3 500 à 9 999 habitants	59,7	68,9	51,9	61,0	57,6	58,9	62,0	61,2	61,4
	Communes de 10 000 à 19 999 habitants	58,7	68,1	49,8	60,3	57,2	57,9	61,4	62,6	60,7
	Communes de 20 000 à 39 999 habitants	59,4	66,7	45,7	61,0	59,7	58,9	61,8	66,0	61,3
	Communes de 40 000 à 79 999 habitants	58,2	66,3	48,0	59,8	60,1	57,7	60,3	66,7	60,1
	Communes de plus de 80 000 habitants	60,4	65,6	56,2	61,5	58,8	59,3	62,2	68,0	61,6
	Centres communaux d'action sociale	89,7	87,6	66,2	87,8	84,8	85,9	89,8	81,2	89,0
	Caisses des écoles	85,2	80,1	82,4	82,7	78,9	72,2	83,4	89,5	82,8
	Autres établissements communaux	56,7	67,2	n.d	59,8	46,6	57,1	62,3	58,3	59,8
	Ensemble	**62,7**	**70,9**	**52,9**	**64,1**	**64,4**	**62,4**	**65,0**	**67,2**	**64,7**
Organismes intercommunaux	Communautés urbaines et métropoles	39,1	48,7	38,3	40,4	55,5	54,5	31,9	56,6	40,5
	Communautés de communes	63,1	68,4	48,3	63,8	62,0	62,9	65,4	61,7	64,6
	Communautés d'agglomération	51,9	54,7	47,4	52,4	54,9	56,2	50,9	51,9	52,5
	Syndicats de communes à vocation multiple: SIVOM	65,4	72,8	64,7	67,8	65,1	56,0	69,7	60,7	67,9
	Syndicats de communes à vocation unique: SIVU	70,1	74,9	78,7	72,2	57,5	49,3	75,7	58,8	71,8
	Syndicats mixtes et pôles métropolitains	38,4	40,7	34,9	39,1	48,5	47,0	34,2	41,7	39,2
	Autres établissements publics intercommunaux	60,3	80,6	73,1	67,2	55,8	46,0	72,7	69,2	67,1
	Ensemble	**50,9**	**59,0**	**50,6**	**52,8**	**55,5**	**56,0**	**51,6**	**54,9**	**52,9**
	Autres organismes publics	54,0	53,8	72,8	54,3	46,8	51,6	61,0	55,7	53,9
Ensemble des collectivités		**59,1**	**69,4**	**53,0**	**61,2**	**62,3**	**63,8**	**60,9**	**64,1**	**61,5**

* ensemble des contractuels y compris les assistantes maternelles et les apprentis

** Emplois non classables dans une catégorie

Source : INSEE - SIASP au 31 décembre 2017

Traitement : observatoire de l'emploi, des métiers et des compétences de la FPT - CNFPT

n.d. : données ne répondant pas aux conditions d'utilisation fixées par le comité du secret statistique

Les autres organismes publics regroupent les Offices Publics de l'habitat, les établissements publics locaux culturels, les régies d'une collectivité locale à caractère administratif et les autres établissements publics

4.7 Répartition par tranche d'âge et par statut (hors contrats aidés) au 31 décembre 2017

Postes principaux non annexes au 31/12/2017 Hors Administrations parisiennes et pompiers de Marseille par type de collectivités		Fonctionnaires (%)				Contractuels * (%)				Ensemble (%)			
		Moins de 30 ans	De 30 à 49 ans	Plus de 50 ans	Total	Moins de 30 ans	De 30 à 49 ans	Plus de 50 ans	Total	Moins de 30 ans	De 30 à 49 ans	Plus de 50 ans	Total
Organismes régionaux et départemen-taux	Régions	2,2	44,2	53,7	100,0	21,2	48,8	30,1	100,0	4,8	44,8	50,4	100,0
	Départements	3,4	49,5	47,1	100,0	14,1	38,3	47,6	100,0	5,8	47,0	47,2	100,0
	Services départementaux d'incendie	6,6	69,5	23,8	100,0	49,0	37,2	13,8	100,0	7,5	68,9	23,6	100,0
	Centres de gestion-CNFPT	5,1	55,6	39,3	100,0	26,9	45,9	27,1	100,0	17,3	50,2	32,5	100,0
	Ensemble	**3,6**	**51,3**	**45,1**	**100,0**	**16,8**	**40,6**	**42,6**	**100,0**	**6,2**	**49,2**	**44,6**	**100,0**
Organismes communaux	Communes de moins de 500 habitants	3,5	42,8	53,8	100,0	9,9	43,3	46,9	100,0	5,5	42,9	51,6	100,0
	Communes de 500 à 999 habitants	4,0	46,0	50,0	100,0	16,3	46,9	36,8	100,0	6,8	46,2	47,0	100,0
	Communes de 1 000 à 1 999 habitants	4,9	47,3	47,8	100,0	26,5	46,1	27,4	100,0	8,8	47,1	44,1	100,0
	Communes de 2 000 à 3 499 habitants	5,8	48,6	45,6	100,0	32,1	44,7	23,2	100,0	10,3	47,9	41,8	100,0
	Communes de 3 500 à 9 999 habitants	5,4	49,8	44,9	100,0	33,4	44,4	22,2	100,0	10,8	48,7	40,5	100,0
	Communes de 10 000 à 19 999 habitants	4,6	49,1	46,3	100,0	33,5	43,8	22,7	100,0	10,8	48,0	41,2	100,0
	Communes de 20 000 à 39 999 habitants	5,1	49,3	45,6	100,0	32,4	44,2	23,3	100,0	12,3	48,0	39,7	100,0
	Communes de 40 000 à 79 999 habitants	4,9	48,9	46,1	100,0	32,7	44,0	23,4	100,0	11,4	47,8	40,8	100,0
	Communes de plus de 80 000 habitants	5,5	50,5	44,0	100,0	35,2	40,8	24,0	100,0	12,4	48,3	39,4	100,0
	Centres communaux d'action sociale	5,2	49,1	45,8	100,0	29,0	44,2	26,9	100,0	13,1	47,4	39,5	100,0
	Caisses des écoles	1,7	35,8	62,6	100,0	30,5	42,1	27,4	100,0	15,3	38,8	45,9	100,0
	Autres établissements communaux	2,0	51,4	46,6	100,0	28,3	52,9	18,8	100,0	9,6	51,8	38,5	100,0
	Ensemble	**5,1**	**49,0**	**46,0**	**100,0**	**30,9**	**43,8**	**25,3**	**100,0**	**11,1**	**47,7**	**41,1**	**100,0**
Organismes intercommunaux	Communautés urbaines et métropoles	5,4	54,4	40,2	100,0	33,9	46,7	19,5	100,0	9,5	53,3	37,2	100,0
	Communautés de communes	7,0	58,0	34,9	100,0	30,4	48,4	21,2	100,0	13,8	55,3	31,0	100,0
	Communautés d'agglomération	5,2	56,4	38,4	100,0	31,5	49,1	19,3	100,0	11,1	54,8	34,1	100,0
	Syndicats de communes à vocation multiple: SIVOM	6,1	51,3	42,6	100,0	26,1	46,7	27,2	100,0	12,9	49,7	37,4	100,0
	Syndicats de communes à vocation unique: SIVU	5,0	50,4	44,6	100,0	21,4	46,7	32,0	100,0	10,9	49,1	40,0	100,0
	Syndicats mixtes et pôles métropolitains	6,4	58,2	35,5	100,0	27,0	51,5	21,4	100,0	13,3	56,0	30,8	100,0
	Autres établissements publics intercommunaux	8,3	54,5	37,1	100,0	28,2	47,0	24,8	100,0	14,9	52,0	33,0	100,0
	Ensemble	**5,8**	**55,8**	**38,3**	**100,0**	**29,6**	**48,5**	**21,9**	**100,0**	**11,6**	**54,0**	**34,3**	**100,0**
	Autres organismes publics	7,4	54,8	37,8	100,0	18,4	54,5	27,1	100,0	13,6	54,6	31,8	100,0
Ensemble des collectivités		**4,8**	**50,7**	**44,4**	**100,0**	**27,7**	**44,1**	**28,2**	**100,0**	**10,1**	**49,2**	**40,7**	**100,0**
Ensemble des collectivités au 31/12/2016		***5,0***	***51,6***	***43,4***	***100,0***	***27,6***	***44,2***	***28,2***	***100,0***	***10,0***	***50,0***	***40,0***	***100,0***

* ensemble des contractuels y compris les assistantes maternelles et les apprentis

Source : INSEE - SIASP au 31 décembre 2017

Traitement : observatoire de l'emploi, des métiers et des compétences de la FPT - CNFPT

n.d. : données ne répondant pas aux conditions d'utilisation fixées par le comité du secret statistique

Les autres organismes publics regroupent les Offices Publics de l'habitat, les établissements publics locaux culturels, les régies d'une collectivité locale à caractère administratif et les autres établissements publics

4.8 Répartition par tranche d'âge et par catégorie (hors contrats aidés) au 31 décembre 2017

Postes principaux non annexes au 31/12/2017 Hors Administrations parisiennes et pompiers de Marseille par type de collectivités		A (% - hors contrats aidés)				B (% - hors contrats aidés)				C (% - hors contrats aidés)				Ensemble (% - hors contrats aidés)			
		Moins de 30 ans	De 30 à 49 ans	Plus de 50 ans	Total	Moins de 30 ans	De 30 à 49 ans	Plus de 50 ans	Total	Moins de 30 ans	De 30 à 49 ans	Plus de 50 ans	Total	Moins de 30 ans	De 30 à 49 ans	Plus de 50 ans	Total
Organismes régionaux et départemen-taux	Régions	5,5	58,8	35,8	100,0	3,9	52,6	43,5	100,0	4,7	42,0	53,3	100,0	4,8	44,8	50,4	100,0
	Départements	4,4	50,2	45,4	100,0	7,3	53,3	39,4	100,0	5,5	43,6	50,9	100,0	5,8	47,0	47,2	100,0
	Services départementaux d'incendie	1,8	59,8	38,4	100,0	4,0	49,8	46,2	100,0	8,7	73,0	18,3	100,0	7,5	68,9	23,6	100,0
	Centres de gestion-CNFPT	7,7	46,5	45,8	100,0	13,5	48,0	38,5	100,0	22,8	53,2	24,0	100,0	17,3	50,2	32,5	100,0
	Ensemble	**4,6**	**52,3**	**43,1**	**100,0**	**7,1**	**52,7**	**40,2**	**100,0**	**6,2**	**47,5**	**46,3**	**100,0**	**6,2**	**49,2**	**44,6**	**100,0**
Organismes communaux	Communes de moins de 500 habitants	1,4	16,6	82,0	100,0	2,7	46,8	50,4	100,0	5,9	44,3	49,8	100,0	5,5	42,9	51,6	100,0
	Communes de 500 à 999 habitants	1,5	20,4	78,1	100,0	5,0	52,5	42,5	100,0	7,1	46,9	46,0	100,0	6,8	46,2	47,0	100,0
	Communes de 1 000 à 1 999 habitants	4,2	35,6	60,2	100,0	6,7	51,6	41,7	100,0	9,0	47,2	43,7	100,0	8,8	47,1	44,1	100,0
	Communes de 2 000 à 3 499 habitants	4,5	47,4	48,1	100,0	6,4	51,7	41,9	100,0	10,8	47,6	41,5	100,0	10,3	47,9	41,8	100,0
	Communes de 3 500 à 9 999 habitants	3,9	52,5	43,5	100,0	6,5	52,9	40,6	100,0	11,6	48,0	40,4	100,0	10,8	48,7	40,5	100,0
	Communes de 10 000 à 19 999 habitants	4,0	52,2	43,8	100,0	7,2	51,1	41,7	100,0	11,6	47,3	41,1	100,0	10,8	48,0	41,2	100,0
	Communes de 20 000 à 39 999 habitants	5,2	52,0	42,8	100,0	10,3	51,2	38,5	100,0	12,9	47,2	39,9	100,0	12,3	48,0	39,7	100,0
	Communes de 40 000 à 79 999 habitants	5,4	50,9	43,7	100,0	7,9	50,8	41,3	100,0	12,1	47,1	40,8	100,0	11,4	47,8	40,8	100,0
	Communes de plus de 80 000 habitants	4,6	50,9	44,4	100,0	8,8	51,1	40,1	100,0	13,4	47,7	38,9	100,0	12,4	48,3	39,4	100,0
	Centres communaux d'action sociale	12,6	48,8	38,5	100,0	12,4	55,7	31,9	100,0	13,1	46,5	40,4	100,0	13,1	47,4	39,5	100,0
	Caisses des écoles	7,9	64,9	27,2	100,0	35,6	45,6	18,8	100,0	13,8	37,5	48,7	100,0	15,3	38,8	45,9	100,0
	Autres établissements communaux	0,0	44,9	55,1	100,0	4,3	52,7	42,9	100,0	12,1	52,6	35,3	100,0	9,6	51,8	38,5	100,0
	Ensemble	**5,7**	**49,0**	**45,3**	**100,0**	**8,3**	**51,7**	**39,9**	**100,0**	**11,7**	**47,2**	**41,1**	**100,0**	**11,1**	**47,7**	**41,1**	**100,0**
Organismes intercommunaux	Communautés urbaines et métropoles	5,2	58,2	36,7	100,0	8,0	54,9	37,1	100,0	10,6	51,7	37,7	100,0	9,5	53,3	37,2	100,0
	Communautés de communes	8,0	64,8	27,1	100,0	11,1	64,1	24,8	100,0	14,9	52,1	33,0	100,0	13,8	55,3	31,0	100,0
	Communautés d'agglomération	5,4	59,6	35,0	100,0	8,5	59,4	32,0	100,0	12,9	52,3	34,7	100,0	11,1	54,8	34,1	100,0
	Syndicats de communes à vocation multiple: SIVOM	9,5	49,8	40,8	100,0	9,6	60,6	29,8	100,0	13,5	48,3	38,2	100,0	12,9	49,7	37,4	100,0
	Syndicats de communes à vocation unique: SIVU	7,9	53,7	38,4	100,0	12,7	56,6	30,7	100,0	10,8	47,9	41,3	100,0	10,9	49,1	40,0	100,0
	Syndicats mixtes et pôles métropolitains	11,2	62,0	26,8	100,0	12,5	60,8	26,6	100,0	14,0	52,9	33,1	100,0	13,3	56,0	30,8	100,0
	Autres établissements publics intercommunaux	12,3	61,2	26,5	100,0	16,4	60,6	23,0	100,0	15,1	48,9	36,0	100,0	14,9	52,0	33,0	100,0
	Ensemble	**6,8**	**60,0**	**33,2**	**100,0**	**9,7**	**59,3**	**31,0**	**100,0**	**12,9**	**51,6**	**35,5**	**100,0**	**11,6**	**54,0**	**34,3**	**100,0**
	Autres organismes publics	5,9	57,4	36,8	100,0	9,8	57,3	32,9	100,0	20,8	51,2	27,9	100,0	13,6	54,6	31,8	100,0
Ensemble des collectivités		**5,6**	**53,0**	**41,5**	**100,0**	**8,2**	**53,8**	**38,0**	**100,0**	**10,8**	**48,0**	**41,3**	**100,0**	**10,1**	**49,2**	**40,7**	**100,0**
Ensemble des collectivités au 31/12/2016		***5,7***	***52,7***	***41,5***	***100,0***	***8,5***	***54,2***	***37,3***	***100,0***	***10,6***	***48,9***	***40,5***	***100,0***	***10,0***	***50,0***	***40,0***	***100,0***

Source : INSEE - SIASP au 31 décembre 2017

Traitement : observatoire de l'emploi, des métiers et des compétences de la FPT - CNFPT

n.d. : données ne répondant pas aux conditions d'utilisation fixées par le comité du secret statistique

Les autres organismes publics regroupent les Offices Publics de l'habitat, les établissements publics locaux culturels, les régies d'une collectivité locale à caractère administratif et les autres établissem

4.9 Répartition des effectifs et part des plus de 55 ans (hors contrats aidés) au 31 décembre 2017

Postes principaux non annexes au 31/12/2017 Hors Administrations parisiennes et pompiers de Marseille par type de collectivités		Hors contrats aidés	
		Effectifs	Part des plus de 55 ans (%)
Organismes régionaux et départemen-	Régions	88 333	28,1
	Départements	278 631	28,4
	Services départementaux d'incendie	50 579	11,4
	Centres de gestion-CNFPT	14 720	19,1
	Ensemble	**432 263**	**26,0**
Organismes communaux	Communes de moins de 500 habitants	30 019	30,7
	Communes de 500 à 999 habitants	40 899	26,6
	Communes de 1 000 à 1 999 habitants	61 998	24,5
	Communes de 2 000 à 3 499 habitants	65 700	23,2
	Communes de 3 500 à 9 999 habitants	174 587	22,5
	Communes de 10 000 à 19 999 habitants	127 820	23,6
	Communes de 20 000 à 39 999 habitants	152 342	22,9
	Communes de 40 000 à 79 999 habitants	145 700	23,8
	Communes de plus de 80 000 habitants	156 806	23,4
	Centres communaux d'action sociale	111 564	22,3
	Caisses des écoles	6 076	26,3
	Autres établissements communaux	1 131	20,7
	Ensemble	**1 074 642**	**23,5**
Organismes intercommunaux	Communautés urbaines et métropoles	83 165	21,2
	Communautés de communes	76 122	16,6
	Communautés d'agglomération	89 891	18,8
	Syndicats de communes à vocation multiple: SIVOM	8 264	20,6
	Syndicats de communes à vocation unique: SIVU	21 687	22,3
	Syndicats mixtes et pôles métropolitains	32 315	16,7
	Autres établissements publics intercommunaux	6 079	18,9
	Ensemble	**317 523**	**19,0**
	Autres organismes publics	6 590	18,4
Ensemble des collectivités		**1 831 018**	**23,3**
Ensemble des collectivités au 31/12/2016		***1 814 719***	***22,6***

Source : INSEE - SIASP au 31 décembre 2017

Traitement : observatoire de l'emploi, des métiers et des compétences de la FPT - CNFPT

n.d. : données ne répondant pas aux conditions d'utilisation fixées par le comité du secret statistique

Les autres organismes publics regroupent les Offices Publics de l'habitat, les établissements publics locaux culturels, les régies d'une collectivité locale à caractère administratif et les autres établissements publics

Effectifs et caractéristiques des cadres d'emplois de la filière administrative (hors contrats aidés) au 31 décembre 2017

Postes principaux non annexes au 31/12/2017 Hors Administrations parisiennes et pompiers de Marseille par filière et cadre d'emplois		Fonction-naires	Contractuels	Ensemble	% national	Part des fonctionnaires (%)	Taux de féminisation (%)	Part des plus de 55 ans (%)
Administrative	Directeur (général) des services administratifs (emploi fonctionnel)	4 956	464	5 420	0,3	91,4	40,7	31,9
	Administrateur	1 092	570	1 662	0,1	65,7	42,4	38,7
	Attaché	56 784	16 839	73 623	4,0	77,1	68,0	24,8
	Secrétaire de mairie	1 536	592	2 128	0,1	72,2	88,4	61,9
	Rédacteur	72 035	7 709	79 744	4,4	90,3	85,9	28,0
	Adjoint administratif	209 313	26 402	235 715	12,9	88,8	88,9	20,3
	Autres emplois de la NET filière administrative	4 361	13 826	18 187	1,0	24,0	66,0	19,5
	Ensemble	**350 077**	**66 402**	**416 479**	**22,7**	**84,1**	**82,8**	**23,0**

Source : INSEE - SIASP au 31 décembre 2017

Traitement : observatoire de l'emploi, des métiers et des compétences de la FPT - CNFPT

n.d. : données ne répondant pas aux conditions d'utilisation fixées par le comité du secret statistique

Note de lecture : Il y a 5420 directeurs des services administratifs dont 4956 fonctionnaires et 464 contractuels. Les fonctionnaires représentent 91,4% des directeurs des services administratifs.

Effectifs et caractéristiques des cadres d'emplois de la filière technique (hors contrats aidés) au 31 décembre 2017

Postes principaux non annexes au 31/12/2017 Hors Administrations parisiennes et pompiers de Marseille par filière et cadre d'emplois		Fonction-naires	Contractuels	Ensemble	% national	Part des fonctionnaires (%)	Taux de féminisation (%)	Part des plus de 55 ans (%)
Technique	Directeur (général) des services techniques (emploi fonctionnel)	409	44	453	0,0	90,3	15,5	39,3
	Ingénieur en chef	3 402	371	3 773	0,2	90,2	26,4	52,3
	Ingénieur	22 063	5 514	27 577	1,5	80,0	37,4	18,6
	Technicien	44 049	7 377	51 426	2,8	85,7	20,8	23,6
	Agent de maîtrise	73 536	1 857	75 393	4,1	97,5	12,0	35,1
	Adjoint technique	442 116	86 374	528 490	28,9	83,7	44,4	24,8
	Adjoint technique des établissements d'enseignement	91 384	13 556	104 940	5,7	87,1	57,4	30,3
	Autres emplois de la NET filière technique	4 831	17 782	22 613	1,2	21,4	48,1	19,4
	Ensemble	**681 790**	**132 875**	**814 665**	**44,5**	**83,7**	**41,4**	**26,2**

Source : INSEE - SIASP au 31 décembre 2017

Traitement : observatoire de l'emploi, des métiers et des compétences de la FPT - CNFPT

n.d. : données ne répondant pas aux conditions d'utilisation fixées par le comité du secret statistique

Note de lecture : Il y a 453 directeurs des services techniques dont 409 fonctionnaires et 44 contractuels. Les fonctionnaires représentent 90,3% des directeurs des services techniques.

Effectifs et caractéristiques des cadres d'emplois de la filière culturelle (hors contrats aidés) au 31 décembre 2017

Postes principaux non annexes au 31/12/2017 Hors Administrations parisiennes et pompiers de Marseille par filière et cadre d'emplois		Fonction-naires	Contractuels	Ensemble	% national	Part des fonctionnaires (%)	Taux de féminisation (%)	Part des plus de 55 ans (%)
Culturelle	Conservateur du patrimoine	652	64	716	0,0	91,1	63,3	46,8
	Conservateur des bibliothèques	513	20	533	0,0	96,2	73,4	40,0
	Attaché de conservation du patrimoine	1 986	564	2 550	0,1	77,9	70,2	19,4
	Bibliothécaire	2 133	124	2 257	0,1	94,5	82,7	33,5
	Directeur d'établissement d'enseignement artistique	135	47	182	0,0	74,2	23,6	53,3
	Professeur d'enseignement artistique	5 527	1 673	7 200	0,4	76,8	44,6	38,4
	Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques	9 507	1 373	10 880	0,6	87,4	79,8	22,0
	Assistant d'enseignement artistique	11 012	8 339	19 351	1,1	56,9	52,7	22,6
	Adjoint du patrimoine	18 900	2 646	21 546	1,2	87,7	74,3	21,1
	Autres emplois de la NET filière culturelle	144	4 596	4 740	0,3	3,0	54,8	28,7
	Ensemble	**50 509**	**19 446**	**69 955**	**3,8**	**72,2**	**64,7**	**24,8**

Source : INSEE - SIASP au 31 décembre 2017

Traitement : observatoire de l'emploi, des métiers et des compétences de la FPT - CNFPT

n.d. : données ne répondant pas aux conditions d'utilisation fixées par le comité du secret statistique

Note de lecture : Il y a 716 conservateurs du patrimoine dont 652 fonctionnaires et 64 contractuels. Les fonctionnaires représentent 91,1% des conservateurs du patrimoine.

Effectifs et caractéristiques des cadres d'emplois de la filière sportive (hors contrats aidés) au 31 décembre 2017

Postes principaux non annexes au 31/12/2017 Hors Administrations parisiennes et pompiers de Marseille par filière et cadre d'emplois		Fonction-naires	Contractuels	Ensemble	% national	Part des fonctionnaires (%)	Taux de féminisation (%)	Part des plus de 55 ans (%)
Sportive	Conseiller des activités physiques et sportives	656	83	739	0,0	88,8	20,8	41,1
	Educateur des activités physiques et sportives	11 682	3 787	15 469	0,8	75,5	29,0	18,9
	Opérateur des activités physiques et sportives	1 028	787	1 815	0,1	56,6	27,2	16,5
	Autres emplois de la NET filière sportive	8	353	361	0,0	2,2	39,6	10,8
	Ensemble	**13 374**	**5 010**	**18 384**	**1,0**	**72,7**	**28,7**	**19,4**

Source : INSEE - SIASP au 31 décembre 2017

Traitement : observatoire de l'emploi, des métiers et des compétences de la FPT - CNFPT

n.d. : données ne répondant pas aux conditions d'utilisation fixées par le comité du secret statistique

Note de lecture : Il y a 739 conseillers des activités physiques et sportives dont 656 fonctionnaires et 83 contractuels. Les fonctionnaires représentent 88,8% des conseillers des activités physiques et sportives.

Effectifs et caractéristiques des cadres d'emplois de la filière sociale (hors contrats aidés) au 31 décembre 2017

Postes principaux non annexes au 31/12/2017 Hors Administrations parisiennes et pompiers de Marseille par filière et cadre d'emplois		Fonction-naires	Contractuels	Ensemble	% national	Part des fonctionnaires (%)	Taux de féminisation (%)	Part des plus de 55 ans (%)
Sociale	Conseiller socio-éducatif	2 089	244	2 333	0,1	89,5	82,9	39,3
	Assistant socio-éducatif	30 350	5 550	35 900	2,0	84,5	91,5	14,9
	Éducateur de jeunes enfants	11 791	2 484	14 275	0,8	82,6	97,4	16,5
	Moniteur-éducateur et intervenant familial	969	507	1 476	0,1	65,7	68,0	15,6
	Agent spécialisé des écoles maternelles	44 277	7 128	51 405	2,8	86,1	99,6	27,6
	Agent social	33 635	19 307	52 942	2,9	63,5	96,4	24,0
	Autres emplois de la NET filière sociale	161	1 619	1 780	0,1	9,0	85,6	19,6
	Ensemble	**123 272**	**36 839**	**160 111**	**8,7**	**77,0**	**95,9**	**22,5**

Source : INSEE - SIASP au 31 décembre 2017

Traitement : observatoire de l'emploi, des métiers et des compétences de la FPT - CNFPT

n.d. : données ne répondant pas aux conditions d'utilisation fixées par le comité du secret statistique

Note de lecture : Il y a 2333 conseillers socio-éducatif dont 2089 fonctionnaires et 244 contractuels. Les fonctionnaires représentent 89,5% des conseillers socio-éducatif.

Effectifs et caractéristiques des cadres d'emplois de la filière médico-sociale/médico-technique (hors contrats aidés) au 31 décembre 2017

Postes principaux non annexes au 31/12/2017 Hors Administrations parisiennes et pompiers de Marseille par filière et cadre d'emplois		Fonction-naires	Contractuels	Ensemble	% national	Part des fonctionnaires (%)	Taux de féminisation (%)	Part des plus de 55 ans (%)
Médico-sociale	Médecin	2 310	2 753	5 063	0,3	45,6	78,0	53,0
	Psychologue	2 038	1 632	3 670	0,2	55,5	91,0	17,2
	Sage-femme	987	112	1 099	0,1	89,8	99,1	30,8
	Cadre de santé paramédical	1 298	55	1 353	0,1	95,9	96,1	58,2
	Puéricultrice cadre de santé	180	23	203	0,0	88,7	98,5	60,1
	Puéricultrice	6 465	637	7 102	0,4	91,0	99,0	16,4
	Cadre de santé infirmier, rééducateur et assistant médico-technique	834	94	928	0,1	89,9	92,9	55,1
	Infirmier en soins généraux	6 366	2 239	8 605	0,5	74,0	94,5	20,4
	Infirmier	1 098	463	1 561	0,1	70,3	94,9	24,7
	Auxiliaire de puériculture	25 419	6 089	31 508	1,7	80,7	99,5	15,3
	Auxiliaire de soins	14 545	7 122	21 667	1,2	67,1	91,2	14,5
	Autres emplois de la NET filière médico-sociale	60	1 168	1 228	0,1	4,9	83,4	25,3
	Ensemble	**61 600**	**22 387**	**83 987**	**4,6**	**73,3**	**94,7**	**19,8**
Médico-technique	Biologiste, vétérinaire et pharmacien	124	39	163	0,0	76,1	52,1	39,3
	Technicien paramédical	1 555	590	2 145	0,1	72,5	82,2	14,6
	Autres emplois de la NET filière médico-technique	23	251	274	0,0	8,4	51,5	25,2
	Ensemble	**1 702**	**880**	**2 582**	**0,1**	**65,9**	**77,1**	**17,3**

Source : INSEE - SIASP au 31 décembre 2017

Traitement : observatoire de l'emploi, des métiers et des compétences de la FPT - CNFPT

n.d. : données ne répondant pas aux conditions d'utilisation fixées par le comité du secret statistique

Note de lecture : Il y a 5063 médecins dont 2310 fonctionnaires et 2753 contractuels. Les fonctionnaires représentent 45,6% des médecins.

Effectifs et caractéristiques des cadres d'emplois de la filière police municipale (hors contrats aidés) au 31 décembre 2017

Postes principaux non annexes au 31/12/2017 Hors Administrations parisiennes et pompiers de Marseille par filière et cadre d'emplois		Fonction-naires	Contractuels	Ensemble	% national	Part des fonctionnaires (%)	Taux de féminisation (%)	Part des plus de 55 ans (%)
Police municipale	Directeur de police municipale	n.d	n.d	161	0,0	n.d	9,9	43,5
	Chef de service de police municipale	n.d	n.d	2 013	0,1	n.d	9,9	31,2
	Agent de police municipale	19 634	325	19 959	1,1	98,4	22,7	13,2
	Garde-champêtre	732	21	753	0,0	97,2	10,9	36,9
	Autres emplois de la NET filière police municipale	21	728	749	0,0	2,8	66,5	25,9
	Ensemble	**22 556**	**1 079**	**23 635**	**1,3**	**95,4**	**22,5**	**16,1**

Source : INSEE - SIASP au 31 décembre 2017

Traitement : observatoire de l'emploi, des métiers et des compétences de la FPT - CNFPT

n.d. : données ne répondant pas aux conditions d'utilisation fixées par le comité du secret statistique

Note de lecture : Il y a 19959 agents de police municipale dont 19634 fonctionnaires et 325 contractuels. Les fonctionnaires représentent 98,4% des agents de police municipale.

Effectifs et caractéristiques des cadres d'emplois de la filière incendie et secours (hors contrats aidés) au 31 décembre 2017

Postes principaux non annexes au 31/12/2017 Hors Administrations parisiennes et pompiers de Marseille par filière et cadre d'emplois		Fonction-naires	Contractuels	Ensemble	% national	Part des fonctionnaires (%)	Taux de féminisation (%)	Part des plus de 55 ans (%)
Incendie et secours	Directeur départemental adjoint des services d'incendie et de secours	n.d	n.d	126	0,0	n.d	1,6	38,1
	Conception et direction de sapeurs-pompiers	n.d	n.d	90	0,0	n.d	3,3	63,3
	Capitaine, commandant, lieutenant-colonel et colonel de sapeurs-pompiers professionnels	n.d	n.d	2 951	0,2	n.d	5,6	15,9
	Médecin et pharmacien de sapeurs-pompiers professionnels	247	60	307	0,0	80,5	44,0	40,7
	Lieutenant de sapeurs-pompiers professionnels	n.d	n.d	3 725	0,2	n.d	2,4	28,7
	Cadre de santé des sapeurs pompiers professionnels	n.d	n.d	80	0,0	n.d	15,0	15,0
	Infirmier de sapeurs-pompiers professionnels	188	30	218	0,0	86,2	49,1	8,7
	Sous-officier de sapeur-pompier professionnel	23 256	17	23 273	1,3	99,9	3,4	8,2
	Sapeur et caporal de sapeur-pompier professionnel	8 198	186	8 384	0,5	97,8	6,3	1,0
	Autres emplois de la NET filière incendie et secours	20	92	112	0,0	17,9	55,4	21,4
	Ensemble	**38 875**	**391**	**39 266**	**2,1**	**99,0**	**4,8**	**9,7**

Source : INSEE - SIASP au 31 décembre 2017

Traitement : observatoire de l'emploi, des métiers et des compétences de la FPT - CNFPT

n.d. : données ne répondant pas aux conditions d'utilisation fixées par le comité du secret statistique

Note de lecture : Il y a 218 infirmiers de sapeurs-pompiers professionnels dont 188 fonctionnaires et 30 contractuels. Les fonctionnaires représentent 86,2% des infirmiers de sapeurs-pompiers professionnels.

Effectifs et caractéristiques des cadres d'emplois de la filière animation (hors contrats aidés) au 31 décembre 2017

Postes principaux non annexes au 31/12/2017 Hors Administrations parisiennes et pompiers de Marseille par filière et cadre d'emplois		Fonction-naires	Contractuels	Ensemble	% national	Part des fonctionnaires (%)	Taux de féminisation (%)	Part des plus de 55 ans (%)
Animation	Animateur	10 403	6 406	16 809	0,9	61,9	60,3	11,0
	Adjoint d'animation	55 299	44 525	99 824	5,5	55,4	74,5	8,3
	Autres emplois de la NET filière animation	284	7 565	7 849	0,4	3,6	73,0	12,5
	Ensemble	**65 986**	**58 496**	**124 482**	**6,8**	**53,0**	**72,5**	**9,0**

Source : INSEE - SIASP au 31 décembre 2017

Traitement : observatoire de l'emploi, des métiers et des compétences de la FPT - CNFPT

n.d. : données ne répondant pas aux conditions d'utilisation fixées par le comité du secret statistique

Note de lecture : Il y a 16809 animateurs dont 10403 fonctionnaires et 6406 contractuels. Les fonctionnaires représentent 61,9% des animateurs.

Effectifs et caractéristiques des cadres d'emplois hors filière et hors NET (hors contrats aidés) au 31 décembre 2017

	Postes principaux non annexes au 31/12/2017 Hors Administrations parisiennes et pompiers de Marseille par filière et cadre d'emplois	Fonction-naires	Contractuels	Ensemble	% national	Part des fonctionnaires (%)	Taux de féminisation (%)	Part des plus de 55 ans (%)
Emplois hors filière NET	Collaborateur de cabinet	282	1 516	1 798	0,1	15,7	40,2	17,7
	Assistante maternelle	0	45 980	45 980	2,5	0,0	93,1	44,5
	Apprenti	0	8 396	8 396	0,5	0,0	47,3	0,1
	Autres emplois de la NET	1 182	15 680	16 862	0,9	7,0	64,6	19,1
	Ensemble	**1 464**	**71 572**	**73 036**	**4,0**	**2,0**	**80,0**	**32,9**
Autres hors NET	Autres emplois inconnus ou inclassables hors NET	1 450	2 986	4 436	0,2	32,7	53,2	17,7

Source : INSEE - SIASP au 31 décembre 2017

Traitement : observatoire de l'emploi, des métiers et des compétences de la FPT - CNFPT

n.d. : données ne répondant pas aux conditions d'utilisation fixées par le comité du secret statistique

Note de lecture : Il y a 1798 collaborateurs de cabinet dont 282 fonctionnaires et 1516 contractuels. Les fonctionnaires représentent 15,7% des collaborateurs de cabinet.

4.11 Effectifs et caractéristiques par catégorie et par filière d'emplois (hors contrats aidés) au 31 décembre 2017

Postes principaux non annexes au 31/12/2017 Hors Administrations parisiennes et pompiers de Marseille par catégorie et filière		Fonction-naires	Contractuels*	Ensemble	% national	Part des fonctionnaires (%)	Taux de féminisation (%)	Part des plus de 55 ans (%)
Catégorie	Catégorie A	130 822	42 225	173 047	9,5	75,6	62,3	26,8
	Catégorie B	210 201	49 971	260 172	14,2	80,8	63,8	22,2
	Catégorie C	1 070 474	311 481	1 381 955	75,5	77,5	60,9	23,1
	Catégorie inconnue **	1 158	14 686	15 844	0,9	7,3	64,1	19,4
Filière	Administrative	350 077	66 402	416 479	22,7	84,1	82,8	23,0
	Technique	681 790	132 875	814 665	44,5	83,7	41,4	26,2
	Culturelle	50 509	19 446	69 955	3,8	72,2	64,7	24,8
	Sportive	13 374	5 010	18 384	1,0	72,7	28,7	19,4
	Sociale	123 272	36 839	160 111	8,7	77,0	95,9	22,5
	Médico-sociale	61 600	22 387	83 987	4,6	73,3	94,7	19,8
	Médico-technique	1 702	880	2 582	0,1	65,9	77,1	17,3
	Police municipale	22 556	1 079	23 635	1,3	95,4	22,5	16,1
	Incendie et secours	38 875	391	39 266	2,1	99,0	4,8	9,7
	Animation	65 986	58 496	124 482	6,8	53,0	72,5	9,0
	Emplois hors filière NET	1 464	71 572	73 036	4,0	2,0	80,0	32,9
	Autres hors NET	1 450	2 986	4 436	0,2	32,7	53,2	17,7
Ensemble		**1 412 655**	**418 363**	**1 831 018**	**100,0**	**77,2**	**61,5**	**23,3**
Ensemble des collectivités au 31/12/2016		***1 414 126***	***400 593***	***1 814 719***		***77,9***	***61,4***	***22,6***

* ensemble des contractuels y compris les assistantes maternelles et les apprentis

** emplois non classables dans une catégorie

Source : INSEE - SIASP au 31 décembre 2017

Traitement : observatoire de l'emploi, des métiers et des compétences de la FPT - CNFPT

n.d. : données ne répondant pas aux conditions d'utilisation fixées par le comité du secret statistique

4.12 Caractéristiques statutaires par région au 31 décembre 2017

Postes principaux non annexes au 31/12/2017 Hors Administrations parisiennes et pompiers de Marseille par région	Effectifs	% fonctionnaires	% contractuels *	% femmes	Effectifs (hors contrats aidés)	% postes de catégorie A (hors contrats aidés)	% postes de catégorie B (hors contrats aidés)	% postes de catégorie C (hors contrats aidés)	Part des plus de 55 ans (%) (hors contrats aidés)
Auvergne-Rhône-Alpes	219 094	74,9	22,8	61,6	213 987	10,2	15,0	74,0	22,0
Bourgogne-Franche-Comté	73 752	75,7	21,0	61,2	71 290	9,3	15,3	74,8	24,0
Bretagne	95 528	74,8	22,7	63,7	93 133	9,5	15,1	74,1	21,6
Centre-Val de Loire	68 788	78,2	18,6	61,4	66 580	8,7	14,6	75,9	23,0
Corse	12 938	83,2	14,3	47,6	12 618	9,0	10,5	79,9	25,2
Grand Est	132 280	74,6	21,1	59,7	126 561	10,0	15,3	73,6	23,9
Guadeloupe	16 356	81,3	13,0	57,4	15 430	6,7	8,4	84,8	36,8
Guyane	8 930	63,7	24,5	54,5	7 876	8,4	9,4	80,3	26,3
Hauts-de-France	171 448	72,1	20,9	59,5	159 351	9,3	14,1	76,0	23,1
Ile-de-France	300 606	72,3	26,5	65,1	297 191	10,5	15,1	73,3	22,3
La Réunion	41 610	35,3	41,6	50,9	32 023	7,5	10,1	82,4	27,6
Martinique	17 016	67,2	26,2	58,8	15 896	7,8	10,4	76,3	36,5
Normandie	96 914	74,3	22,6	62,0	93 975	8,2	14,4	76,8	23,1
Nouvelle-Aquitaine	187 051	77,0	19,7	60,9	181 013	8,8	13,1	77,4	23,0
Occitanie	191 828	76,0	20,6	59,7	185 265	8,8	13,7	76,8	23,7
Pays de la Loire	98 195	78,7	19,4	63,5	96 337	9,7	15,4	74,2	21,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	165 040	80,6	17,9	59,3	162 492	9,5	13,0	76,8	25,1
Ensemble	**1 897 374**	**74,5**	**22,0**	**61,2**	**1 831 018**	**9,5**	**14,2**	**75,5**	**23,3**

* ensemble des contractuels y compris les assistantes maternelles et les apprentis

Source : INSEE - SIASP au 31 décembre 2017

Traitement : observatoire de l'emploi, des métiers et des compétences de la FPT - CNFPT

n.d. : données ne répondant pas aux conditions d'utilisation fixées par le comité du secret statistique

4.13 Caractéristiques statutaires par département au 31 décembre 2017

Postes principaux non annexes au 31/12/2017 Hors Administrations parisiennes et pompiers de Marseille par département	Effectifs	% fonctionnaires	% contractuels *	% femmes	Effectifs (hors contrats aidés)	% postes de catégorie A (hors contrats aidés)	% postes de catégorie B (hors contrats aidés)	% postes de catégorie C (hors contrats aidés)	Part des plus de 55 ans (%) (hors contrats aidés)
Ain	12 102	75,1	23,6	62,8	11 938	9,1	13,6	76,7	21,8
Aisne	14 328	62,8	26,7	59,6	12 827	6,4	12,6	80,7	24,0
Allier	9 513	78,4	17,2	56,8	9 093	6,4	13,9	79,4	24,3
Alpes de Haute-Provence	6 087	71,2	26,7	55,1	5 961	8,6	12,5	77,4	24,8
Hautes-Alpes	5 289	66,5	31,6	56,3	5 191	9,7	16,0	74,0	22,8
Alpes-Maritimes	40 230	75,5	23,1	58,5	39 676	9,3	12,3	78,2	25,1
Ardèche	9 168	69,4	26,4	62,4	8 783	10,3	14,6	74,9	22,5
Ardennes	7 671	72,4	19,2	59,7	7 027	7,7	14,1	77,7	26,2
Ariège	5 397	66,7	28,2	55,6	5 121	8,3	13,9	77,7	24,7
Aube	7 412	70,6	23,9	63,2	7 009	9,0	14,6	76,2	22,6
Aude	14 006	69,2	26,0	61,3	13 332	7,9	14,1	77,0	24,1
Aveyron	7 559	76,7	20,8	61,6	7 367	9,8	14,3	74,9	24,3
Bouches-du-Rhône	63 259	84,4	14,5	60,9	62 572	10,7	13,0	75,3	25,9
Calvados	23 573	77,6	20,1	60,2	23 030	8,7	13,0	77,8	24,1
Cantal	4 804	74,5	20,4	55,2	4 558	9,2	13,0	76,9	25,2
Charente	10 660	75,1	19,2	61,8	10 057	8,1	12,8	78,9	24,1
Charente-maritime	18 641	73,9	21,3	60,3	17 760	8,5	12,5	78,4	24,0
Cher	8 563	80,0	15,8	61,4	8 206	7,7	13,9	75,3	24,1
Corrèze	7 332	78,8	17,6	59,5	7 068	7,2	12,9	79,6	25,5
Côte-d'Or	12 506	76,2	21,7	63,2	12 243	9,4	16,5	73,9	23,1
Côtes-d'Armor	20 137	73,0	25,0	65,3	19 730	8,5	13,8	76,9	21,9
Creuse	3 946	72,6	23,3	57,5	3 784	9,6	11,6	78,5	23,2
Dordogne	12 875	73,3	22,9	61,9	12 379	5,9	12,4	80,5	25,8
Doubs	16 675	80,4	18,2	59,9	16 444	11,5	15,2	73,1	24,1
Drôme	13 001	74,8	22,5	63,0	12 644	10,6	15,9	72,9	23,1
Eure	15 806	70,2	25,8	66,3	15 175	6,5	13,0	80,2	23,3
Eure-et-Loir	10 265	76,7	19,7	63,2	9 901	8,6	14,6	76,5	23,1
Finistère	24 182	75,1	22,4	61,9	23 577	9,6	14,9	72,7	23,0
Corse-du-Sud	7 841	83,8	14,1	48,6	7 680	10,0	11,8	77,7	25,1
Haute-Corse	5 097	82,3	14,6	46,0	4 938	7,5	8,5	83,3	25,5

4.13 Caractéristiques statutaires par département au 31 décembre 2017

Postes principaux non annexes au 31/12/2017 Hors Administrations parisiennes et pompiers de Marseille par département	Effectifs	% fonctionnaires	% contractuels *	% femmes	Effectifs (hors contrats aidés)	% postes de catégorie A (hors contrats aidés)	% postes de catégorie B (hors contrats aidés)	% postes de catégorie C (hors contrats aidés)	Part des plus de 55 ans (%) (hors contrats aidés)
Gard	20 111	79,1	17,0	59,6	19 325	8,3	14,0	77,4	24,1
Haute-Garonne	51 337	79,5	18,4	61,1	50 284	9,4	13,5	76,4	23,2
Gers	6 692	75,5	21,7	64,7	6 506	7,6	12,1	79,9	24,4
Gironde	54 577	79,1	18,6	60,7	53 300	10,0	12,7	76,6	22,5
Hérault	36 504	76,1	20,6	59,9	35 292	9,0	13,5	75,7	22,7
Ille-et-Vilaine	31 362	76,2	21,6	63,6	30 669	10,4	16,3	72,5	20,1
Indre	5 849	76,9	18,5	54,5	5 578	6,8	14,1	78,2	24,6
Indre-et-Loire	15 682	77,0	20,5	60,5	15 287	8,0	15,9	75,0	22,7
Isère	36 254	72,9	25,7	64,7	35 753	11,3	16,9	70,8	21,8
Jura	6 681	69,0	28,4	64,9	6 505	9,3	15,2	75,2	24,0
Landes	15 651	75,7	21,3	64,6	15 172	7,9	12,7	79,3	21,4
Loir-et-Cher	8 651	79,2	17,9	62,4	8 401	9,4	15,3	75,2	23,3
Loire	18 051	77,7	18,3	59,9	17 324	10,0	16,0	73,3	22,1
Haute-Loire	5 808	73,5	20,0	54,2	5 431	7,9	15,9	75,2	24,0
Loire-Atlantique	38 052	81,1	17,7	61,9	37 603	11,0	17,2	70,7	21,3
Loiret	19 778	79,0	18,1	62,8	19 207	9,9	13,6	76,2	22,1
Lot	5 893	71,5	23,8	60,5	5 617	10,7	12,8	76,4	25,8
Lot-et-Garonne	8 343	76,9	17,6	59,5	7 884	7,9	14,1	76,6	25,6
Lozère	2 462	72,5	24,6	53,7	2 390	11,6	15,9	72,4	23,5
Maine-et-Loire	19 019	77,0	21,2	63,0	18 680	9,5	14,5	75,7	20,6
Manche	13 839	75,9	21,2	61,5	13 447	7,9	14,6	76,8	22,1
Marne	13 345	70,9	26,0	62,2	12 931	9,2	13,8	75,7	22,4
Haute-Marne	4 452	71,5	24,0	61,8	4 248	6,9	14,7	77,8	23,2
Mayenne	8 092	76,3	21,5	63,7	7 917	8,2	17,4	73,3	20,7
Meurthe-et-Moselle	17 800	72,9	22,6	60,3	16 998	11,4	17,2	71,0	23,8
Meuse	4 720	65,7	28,3	65,6	4 436	9,3	15,1	75,3	23,8
Morbihan	19 847	73,8	22,7	64,7	19 157	8,8	15,0	75,4	21,9
Moselle	20 917	74,6	19,8	57,0	19 754	8,6	15,6	74,0	26,0
Nièvre	6 399	73,0	21,4	57,2	6 041	8,8	14,8	75,3	25,6
Nord	81 566	74,9	18,7	60,4	76 302	10,9	14,9	73,6	23,5

4.13 Caractéristiques statutaires par département au 31 décembre 2017

Postes principaux non annexes au 31/12/2017 Hors Administrations parisiennes et pompiers de Marseille par département	Effectifs	% fonctionnaires	% contractuels *	% femmes	Effectifs (hors contrats aidés)	% postes de catégorie A (hors contrats aidés)	% postes de catégorie B (hors contrats aidés)	% postes de catégorie C (hors contrats aidés)	Part des plus de 55 ans (%) (hors contrats aidés)
Oise	18 336	72,7	22,5	61,4	17 462	8,4	13,1	77,5	22,8
Orne	6 866	72,2	23,6	63,1	6 577	7,7	14,7	77,3	25,9
Pas-de-Calais	41 538	71,7	20,0	57,5	38 095	7,6	13,3	78,6	22,4
Puy-de-Dôme	20 864	72,3	23,8	61,7	20 040	8,4	13,6	77,4	21,4
Pyrénées-Atlantiques	18 920	78,7	19,6	59,5	18 595	10,6	14,8	73,2	21,9
Hautes-Pyrénées	7 134	69,9	26,3	53,7	6 862	8,4	14,7	76,4	24,9
Pyrénées-Orientales	15 800	76,9	17,8	53,6	14 974	7,6	12,8	79,3	23,5
Bas-Rhin	30 905	77,5	19,8	58,6	30 073	12,2	14,9	71,2	23,3
Haut-Rhin	15 163	81,1	16,5	58,3	14 797	10,6	16,1	72,7	23,7
Rhône	53 041	77,9	21,0	61,7	52 480	12,3	15,0	71,7	21,9
Haute-Saône	5 068	70,7	20,9	62,1	4 639	6,7	13,7	75,8	22,6
Saône-et-Loire	13 976	77,3	19,3	61,7	13 495	8,6	15,5	75,6	24,7
Sarthe	14 447	77,5	19,2	62,5	13 982	7,2	14,4	78,0	23,5
Savoie	15 153	71,6	26,6	61,5	14 882	9,8	13,7	76,1	22,2
Haute-Savoie	21 335	74,1	24,6	61,6	21 061	8,4	14,3	76,1	20,4
Paris	16 827	81,3	18,5	58,4	16 796	16,2	15,4	67,5	29,0
Seine-Maritime	36 830	73,8	23,3	61,2	35 746	8,7	15,9	74,7	22,1
Seine-et-Marne	35 270	74,3	23,3	64,7	34 431	7,3	13,3	78,4	20,9
Yvelines	37 192	67,6	30,5	65,6	36 484	10,3	16,2	72,6	21,1
Deux-Sèvres	12 546	77,7	19,1	65,1	12 139	8,7	12,1	79,1	21,8
Somme	15 680	66,1	27,4	57,8	14 665	8,7	13,8	76,1	23,0
Tarn	11 494	74,2	22,5	59,5	11 125	8,2	14,4	76,4	24,6
Tarn-et-Garonne	7 439	73,3	21,7	63,2	7 070	7,3	14,1	78,4	24,9
Var	32 937	82,7	15,3	58,5	32 284	7,9	12,9	78,1	24,3
Vaucluse	17 238	81,9	15,6	59,4	16 808	8,6	13,7	77,2	24,2
Vendée	18 585	77,4	20,3	68,2	18 155	9,6	12,6	77,2	18,8
Vienne	12 488	78,0	19,1	60,2	12 120	8,7	12,8	78,1	22,5
Haute-Vienne	11 072	76,4	20,8	58,0	10 755	8,2	16,3	75,3	21,6
Vosges	9 895	73,2	20,7	60,4	9 288	8,0	15,1	76,6	24,4
Yonne	8 389	72,7	23,0	60,8	8 028	7,0	13,7	78,5	24,4

4.13 Caractéristiques statutaires par département au 31 décembre 2017

Postes principaux non annexes au 31/12/2017 Hors Administrations parisiennes et pompiers de Marseille par département	Effectifs	% fonctionnaires	% contractuels *	% femmes	Effectifs (hors contrats aidés)	% postes de catégorie A (hors contrats aidés)	% postes de catégorie B (hors contrats aidés)	% postes de catégorie C (hors contrats aidés)	Part des plus de 55 ans (%) (hors contrats aidés)
Territoire-de-Belfort	4 058	76,5	19,4	59,3	3 895	10,4	17,0	72,3	22,5
Essonne	36 210	72,0	26,5	66,4	35 652	8,9	15,4	74,8	21,3
Hauts-de-Seine	46 743	70,7	29,0	65,6	46 573	11,8	17,0	69,7	22,5
Seine-St-Denis	52 070	71,7	27,5	65,6	51 652	12,0	14,6	72,4	22,3
Val-de-Marne	44 555	75,1	24,3	65,9	44 251	10,6	14,8	73,2	22,7
Val-d'Oise	31 739	70,8	28,0	64,9	31 352	8,9	13,8	76,5	21,7
Guadeloupe	16 356	81,3	13,0	57,4	15 430	6,7	8,4	84,8	36,8
Martinique	17 016	67,2	26,2	58,8	15 896	7,8	10,4	76,3	36,5
Guyane	8 930	63,7	24,5	54,5	7 876	8,4	9,4	80,3	26,3
La Réunion	41 610	35,3	41,6	50,9	32 023	7,5	10,1	82,4	27,6
Ensemble	**1 897 374**	**74,5**	**22,0**	**61,2**	**1 831 018**	**9,5**	**14,2**	**75,5**	**23,3**

* ensemble des contractuels y compris les assistantes maternelles et les apprentis

Source : INSEE - SIASP au 31 décembre 2017

Traitement : observatoire de l'emploi, des métiers et des compétences de la FPT - CNFPT

n.d. : données ne répondant pas aux conditions d'utilisation fixées par le comité du secret statistique

Annexe

Vers une harmonisation nationale des statistiques de la FPT :

Les principaux producteurs que sont l'INSEE, la DGAFP, la DGCL et le CNFPT, sous l'égide du CSFPT, adoptent des définitions et des notions identiques sur :

- le critère de mesure : postes actifs principaux non annexes
- le champ géographique : métropole, Martinique, Guadeloupe, Guyane et La Réunion

Cela étant, des différences subsistent quant au :

- statut : l'essentiel des tableaux présentés par la DGAFP sont proposés hors contrats aidés
- champ institutionnel : du côté du CNFPT, les administrations locales de Paris et les pompiers de Marseille ne sont pas pris en compte.

Récapitulatif du champ et des effectifs au 31/12/2017

	DGCL	DGAFP	CNFPT
Critère de mesure			
Postes actifs principaux non annexes	X	X	X
Statut			
Fonctionnaires et contractuels	X	X	X
Contrats aidés	X		X
Champ géographique			
Métropole, Guadeloupe, Martinique, Guyane et La Réunion.	X	X	X
Champ institutionnel			
Régions, départements, SDIS, centres de gestion et CNFPT	X	X	X
Communes et établissements communaux	X	X	X
Organismes intercommunaux	X	X	X
Autres établissements publics local comme les institutions interdépartementales ou ententes, établissements publics locaux culturels, régies de collectivité locale à caractère administratif	X	X	X
Administrations locales parisiennes et pompiers de Marseille	X	X	
EFFECTIF (en milliers)	**1 970,0**	**1 902,2**	**1 897,4**

Notions et sigles utilisés:

Poste principal/poste secondaire : D'après l'INSEE, le poste principal, est le poste de l'agent le mieux rémunéré. Lorsque l'agent occupe un deuxième poste moins rémunéré, il est considéré comme poste secondaire.

Poste non annexe/annexe : D'après l'INSEE, un poste est dit non annexe lorsque le salaire dépasse un certain montant (le salaire net de la période est supérieur à 3 fois le SMIC mensuel net) ou que le volume d'heures travaillées est suffisant (la durée de la période est supérieure à 30 jours et le nombre d'heures de la période est supérieur à 120 heures et le nombre d'heures travaillées par jour au cours de la période est supérieur à 1,5 heure). Dans le cas contraire, le poste est dit annexe.

NET : Nomenclature des Emplois Territoriaux, cette nomenclature est utilisée notamment pour la déclaration annuelle des données sociales (DADS). Cette codification fait l'objet d'une circulaire du ministère de l'intérieur.

ETC : Equivalent temps complet.

Avertissement méthodologique :

Depuis 2011, les codes PCS sont acceptés en codification du grade. Cela a fait augmenter fortement les effectifs en filière et cadre d'emplois indéterminés (de 3% en 2010 à 6% en 2012 hors emplois aidés et assistantes maternelles). L'Insee a constaté que, dans un grand nombre de cas, le libellé de l'emploi de ces postes faisait référence à un cadre d'emploi précis.
L'Insee a procédé, pour les données 2013, au redressement de tous les cadres d'emplois qui ne pouvaient pas être initialement identifiés du fait d'un grade « imprécis ».
Impact sur les résultats :
Sur les données, après redressement, il reste moins de 15 000 des effectifs de la FPT sur des grades non classables ou des codes hors NET. Soit 0,8% des effectifs hors emplois aidés.
A titre de comparaison, on comptabilisait 116 000 postes non classables dans un grade, soit 6,5% des postes hors emplois aidés.
Les filières « Culturelle » et « Animation » ont le plus bénéficié de ces redressements : respectivement + 25 % et + 19 % d'effectifs entre 2012 et 2013, devant la filière sociale avec + 10%.

Ce redressement ne permet donc pas de comparaison dans le temps des cadres d'emplois, de la filière et des catégories hiérarchiques.

La valorisation des informations issues de l’exploitation des données SIASP est soumise au respect du secret statistique. L’observatoire de l'emploi, des métiers et des compétences de la FPT s’est engagé dans ce sens auprès du comité du secret du CNIS. Pour répondre à cette obligation, tous les tableaux figurant dans ce tableau de bord ne peuvent proposer des chiffres permettant l’identification directe ou indirecte d’un salarié ou d’un établissement :

« - aucune case ne doit comporter moins de 5 salariés
- aucun salarié ne doit représenter plus de 80 % de la masse salariale de la case,
- aucune case ne doit se rapporter à moins de 3 entreprises
- aucune entreprise ne doit représenter plus de 85 % de la grandeur étudiée dans la case. »

Publication réalisée et diffusée par l'observatoire de l'emploi, des métiers et des compétences de la fonction publique territoriale

Directeur de publication : François Deluga / Co-directeur de la publication : Laurent Trijoulet

Rédacteur en chef : Mohamed Amine

Rédacteur : Fouad Amar

CENTRE NATIONAL DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
OBSERVATOIRE DE L'EMPLOI, DES MÉTIERS ET DES COMPÉTENCES DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
80, RUE DE REUILLY – CS 41232 – 75578 PARIS CEDEX 12
TÉL. : 01 55 27 44 00 – FAX : 01 55 27 44 01
WWW.CNFPT.FR